

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 25, Mai 2007

Un accès facile vers le monde entier: **GeoPostYurtiçi...**

GeoPost
yurtickargo

444 99 99
www.geopostyurtici.com.tr

DPD

Küçük Prens



Dr. Arhan Apak

Secrétaire général de la Fondation éducative du Lycée Saint-Joseph, il nous présente les écoles « Küçük Prens », de son objectif à ses missions...

Page 6

La femme turque



Beril Dedeoğlu

Spécialiste des relations internationales, elle nous explique ce qui caractérise la condition sociale de la femme dans la société turque. Elle désigne...

Page 7

Sociologie et humanité



Ünsal Oskay

Rencontre avec l'un des plus importants sociologues de Turquie qui nous parle globalement de l'histoire de l'humanité, des révolutions qui l'ont marquée...

Page 8

L'élargissement : un formidable facteur de diffusion des valeurs européennes

Pour la Tüsiad, l'élargissement de l'UE ne va pas à l'encontre d'une intégration européenne ; bien au contraire, c'est un complément nécessaire et un facteur d'enrichissement et de diversité.

Rencontre avec Ümit Boyner, présidente de la commission de la communication internationale de la Tüsiad, une jeune femme dynamique et décidée à mieux faire connaître la Turquie auprès de l'opinion européenne, allant même jusqu'à apprendre la langue française. En quoi consiste son action ?



Ümit Boyner

Vous œuvrez à faire mieux connaître la Turquie; est-ce une préoccupation récente ?

Non, cela nous préoccupait depuis longtemps, car nous étions conscients des préjugés existant à l'encontre de la Turquie, mais ce souci n'était pas aussi clairement exprimé. Depuis l'ouverture des négociations avec l'UE – et plus particulièrement depuis que les Européens s'expriment de façon plus nette sur les problèmes concer-

nant notre pays – il nous a paru nécessaire d'établir un dialogue franc et honnête afin de mieux faire connaître les Turcs et la Turquie, chose que nous avons négligée jusque là. Certes, des efforts de communication avaient été faits, mais ils concernaient essentiellement le tourisme. Aujourd'hui, la Tüsiad tente de commu-

niquer plus amplement au sujet des Turcs. Pour ce faire, nous ne faisons pas de publicité, mais nous organisons des réunions rassemblant d'une part nos artistes, nos intellectuels, nos hommes d'affaires, et d'autre part, les représentants de la presse européenne, l'objectif étant que ces derniers découvrent objectivement la Turquie et son peuple par des échanges directs avec les Turcs eux-mêmes.

Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez ?

En termes de difficulté, je dirais qu'il n'est pas facile de faire disparaître les clichés existants et nous sommes sans cesse confrontés à ces préjugés qui reviennent continuellement. Les discussions tournent toujours autour de ces sujets, ce qui empêche le débat d'avancer de façon constructive. Nous adoptons une approche non défensive et mettons en avant la possibilité de porter un regard différent sur les événements. Or, certaines idées préconçues, profondément ancrées dans les opinions,

(lire la suite page 5)

La francophonie délaissée par les Français

Chaque mois de mars est l'occasion en Turquie de diverses manifestations célébrant la francophonie. Dans ce pays, on compte sept lycées et une université



*Hüseyin Latif

(lire la suite page 4)

La diaspora turque



*Haydar Çakmak

Le Ministre d'État Ibrahim Nazimof a organisé une réunion très réussie qui s'est déroulée sous la présidence du Président de l'Azerbaïdjan İlham Aliyev entre le 8 et le 11 mars 2007. Étaient présentes à la réunion, 510 délégations de 48 pays différents. Le but de la réunion était de faire

(lire la suite page 2)

Mode : toutes les tendances de l'été 2007

(lire la suite page 16)



Collection Sonia Rykiel

Güzin Dino raconte Abidin

Abidin Dino : un pionnier de l'art d'avant-garde en Turquie. Grand peintre mais également sculpteur, caricaturiste, auteur de pièces, de scénarios et de critiques, il a aussi tourné des films documentaires et illustré les livres de nombreux auteurs turcs et étrangers.

Güzin Dino est une petite femme fantastique, discrète, et très simple. Je l'ai appelée pour réaliser une interview retraçant la vie d'Abidin Dino, son époux, le célèbre peintre turc, et j'ai eu le plaisir de la retrouver une nouvelle fois dans son appartement parisien, décoré de tableaux d'Abidin. Elle semble être toujours sous le charme de cet homme extraordinaire qui a marqué sa vie définitivement, ce qu'elle évoque à plusieurs reprises lors de notre conversation. De leur rencontre à leur vie en com-

mun, une existence remplie de rencontres marquantes, de séparations forcées et dif-

(lire la suite page 4)



Güzin Dino

Abidin Dino

Le Supplément

ALT économie

Analyse
Un nouveau départ pour les relations franco-turques

TGV : l'excellence française dans le secteur ferroviaire

Le Supplément

ALT tourisme

Interview
Olivier Kervella, PDG de Look voyages

Dossier
La Turquie : une destination de rêve

Le président de la République en Turquie



*Erçüment Tezcan

Dans le système constitutionnel turc, le président de la République a un statut neutre et doit être détaché des partis politiques. Toutefois, il ne fait aucun doute que le président occupe une place importante au sein de la vie politique turque depuis la fondation de la République. Tous les présidents jusqu'à nos jours, tout d'abord le fondateur de la République Mustafa Kemal Atatürk et Ismet Inonu qui était aux côtés d'Atatürk lors de la fondation de la République, ont agi tout en étant conscients de l'importance de ce poste. Du point de vue juridique, la Constitution de 1982 adopte, comme les Constitutions de 1924 et de 1961, le système de l'élection du président par la Grande Assemblée nationale de Turquie. L'élection du président par le peuple comme en France ne conviendrait pas à la culture politique turque. C'est pour cette raison qu'il n'est pas possible de parler en Turquie d'un président puissant tenant sa force du peuple comme c'est le cas en France. Comme on l'a souligné plus haut, ceci est un point très important du point de vue de la place qu'occupe le président dans le système politique turc.

Les conditions nécessaires pour être élu président sont précisées dans l'article 101 de la Constitution. L'article 102 établit la procédure d'élection du président : selon cet article, il y a possibilité de procéder à quatre tours de scrutin pour l'élection du président. Il suffit pour le candidat d'obtenir la majorité du nombre total des membres aux troisième et quatrième tours de scrutin. Au cas où le président n'est pas élu à la suite de ces quatre tours, on procède au renouvellement des élections à la Grande Assemblée nationale de Turquie. Le président est élu pour sept ans et ne peut accomplir qu'un seul mandat.

La Constitution de 1982 décrit les fonctions du président dans l'article 104 : selon cet article, le président a trois groupes d'attributions : législatives, exécutives et judiciaires. L'article 104 dit : « Le président de la République est le chef de l'État. En cette qualité, il représente la République

de Turquie et incarne l'unité de la nation turque; il veille à l'application de la Constitution et au fonctionnement régulier

et harmonieux des organes de l'État. » Il ne serait pas incorrect d'affirmer qu'en dehors des régulations de la Constitution, la carrière politique de la personne qui est ou qui sera président de la République, sa personnalité mais aussi les circonstances politiques de l'époque, influencent cette position de présidence. Laisant de côté les présidents des premières années de la République et les présidents des périodes d'exception, on constate que cette thèse est vraie, lorsqu'on considère les trois derniers présidents. Au vu

des mandats du défunt Turgut Özal, président de 1989 à 1993 et de Süleyman Demirel, président de 1993 à 2000, on peut clairement affirmer qu'à la fois M. Özal et M. Demirel ont dessiné un portrait du président de la République assez actif et plutôt orienté vers la politique extérieure. De ce point de vue, le passage de ces deux présidents compose une belle et puissante image du président de la République. Il se peut qu'une énergie comparable soit nécessaire pour le rôle que la Turquie doit jouer sur la scène politique extérieure. D'autre part, il est évident que le fait qu'Özal et Demirel deviennent présidents lorsqu'ils étaient encore Premiers ministres et donc actifs dans la politique, leur a permis de conduire une politique active dans ce sens-là. Car, tous les deux, élus présidents, avaient derrière eux le support d'une majorité politique. Il serait difficile de mener une telle politique dans le cas contraire. Il est donc possible d'affirmer à la suite des présidences d'Özal et de Demirel que la mission de représentation mentionnée plus haut est d'une grande importance.

Or, quand on observe le rôle du président actuel, Ahmet Necdet Sezer, c'est le cas contraire : en d'autres termes, c'est un président qui n'est pas très actif sur le plan de la politique étrangère mais plutôt intéressé par l'administration de l'État et l'aspect juridique des événements. On peut bien sûr y voir l'identité juridique de M. Sezer et le fait qu'il n'ait pas une carrière politique et doive donc se passer du support d'un parti ou d'une majorité politique. On pourrait affirmer, dans le cas d'Ahmet Necdet Sezer, que c'est la mission de veille, telle que soulignée dans l'article 104, qui se place au premier plan.

Par ailleurs, le poste de président, selon la Constitution de 1982 n'est pas tellement doté d'une réelle autorité, mais il est loin d'accomplir une fonction entièrement honorifique. De plus, selon la Constitution, l'organe exécutif se compose du Conseil des ministres et du président de la République. Mais le pouvoir exécutif appartient au Premier ministre et c'est le Premier ministre qui est au premier plan. Autrement dit, la fonction de Premier ministre en Turquie ressemble à ce qu'elle est en Allemagne, en Autriche ou bien en Israël.

De ce point de vue, le président est le chef de l'État mais il n'est pas le chef du gouvernement, il n'est pas nommé pour gouverner. La Turquie se prépare à l'élection présidentielle qui aura lieu en mai 2007. On fait de grands efforts afin de déterminer le président au moyen d'un consensus. Le plus grand débat semble être : le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan sera-t-il ou non le président de la République ? Mais il ne faut pas non

plus sous-évaluer la possibilité que le président puisse être une personne autre que le Premier ministre, désignée à la suite d'un accord entre toutes les formations politiques. Quel que soit le résultat des entretiens, il y a trois options en ce qui concerne la personne qui sera nommée président et son rôle à la présidence : la première option est celle d'un président de la République non issu d'une carrière politique et que tous les partis et les camps politiques reconnaissent. Ce serait en quelque sorte la nomination d'un président un peu comme Sezer. Dans un cas pareil, cette personne prolongerait probablement la situation présente et le gouvernement aurait toute liberté en ce qui concerne la politique intérieure et la politique étrangère.

La seconde option est la probabilité d'élire une personne membre du Parti de la Justice et du Développement (AKP), parti détenant actuellement la majorité au Parlement, mais autre que le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. Comme pour la première option, il est fort probable d'avoir alors un président pas très actif sur la scène de la politique étrangère. Toutefois, cette personne étant issue de l'AKP, il est important de voir comment elle serait accueillie par les autres partis politiques et de voir si elle serait efficace dans son rôle d'arbitre.

Enfin, la dernière option est la probabilité que le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan devienne président de la République. Dans ce cas, étant donné que Monsieur Erdoğan apporterait son expérience de Premier ministre, sa personnalité et son style, la Turquie serait dotée d'un président assez actif sur la scène politique à la fois intérieure et extérieure. En l'occurrence, le nouveau Premier ministre pourrait se trouver, si je peux m'exprimer ainsi, dans un état passif et mal défini.

M. Erdoğan peut tenter l'aventure présidentielle comme l'avaient fait M. Özal et M. Demirel et ainsi devenir le onzième président de la République. Cependant, ne serait-il pas plus approprié pour Erdoğan de rester à son poste de Premier ministre encore quelque temps, au nom de la stabilité, de la paix, du développement économique et au nom des réformes qui doivent être réalisées durant le processus de candidature à l'Union européenne ? Bien évidemment, ce sera avant tout, le Premier ministre lui-même qui apportera une réponse à cette question.

C'est au Premier ministre de décider de ne pas devenir président de la République. À ce point là, il ne faudrait pas négliger le fait qu'il y aura les élections générales en novembre 2007. M. Erdoğan pourrait très bien donner une réponse négative à la question et devenir président. Dans une situation pareille, M. Erdoğan pourrait, avec le temps, perdre son influence sur la majorité politique qui le soutenait, comme ce fut le cas pour Özal et Demirel et devoir passer sept longues années à Çankaya. La situation sera claire au plus tard la troisième semaine du mois de mai et la Turquie continuera son chemin avec son nouveau président de la République.

*Erçüment Tezcan, professeur agrégé

La diaspora turque

(Suite de la page 1)

rencontrer les Turcs qui vivent à l'étranger et de défendre les intérêts Turcs, en suivant de près, les problèmes de monde turc.

Les accusations non fondées de l'Arménie à l'encontre de la Turquie et de l'Azerbaïdjan affectent d'une mauvaise manière l'opinion publique mondiale pour les Turcs. L'Arménie qui occupe 25 pourcent de l'Azerbaïdjan est fautive et intouchable à la fois, et elle obtient le soutien des États de l'Est, pas parce qu'elle a raison, mais parce qu'elle est chrétienne.

Ce détail n'est pas moindre, mais la meilleure façon de briser les malentendus et les mensonges répandus à propos des Turcs est l'explication de la vérité par les Turcs et les amis des Turcs. Nazimof est un ministre jeune et talentueux et il a réalisé une superbe organisation et un formidable accueil.

M. Aliev est digne des félicitations pour cette initiative. Les hommes d'États Azéris ont, eux-mêmes, fait une organisation qu'Ahmet Necdet Sezer ou Tayyip Erdoğan n'ont su faire. L'Ouzbékistan n'a pas pu y participer, mais la participation et le fabuleux discours de son délégué ont ravi les auditeurs présents.

Il n'y a qu'une voie qui mène à la raison, Dieu a donné une occasion historique aux Turcs, ce contexte historique a été réalisé avec aucune intervention d'un Turc ou d'un État turc. La seule chose à faire est de rassembler les États turcs, sans préjugés et avec sincérité, pour une coopération intime et une solidarité mutuelle sans intervenir dans les affaires internes de chacun. L'Organisation des États, le Comanweild ou l'Union des Pays Francophones, la Francophonie sont des exemples à suivre.

Dans la conjoncture internationale actuelle, les États ne peuvent plus trop défendre leurs intérêts nationaux tout seul, surtout les pays qui viennent à peine d'obtenir leur autonomie. Ils ont besoin d'aides extérieurs et de coopérations avec d'autres pays pour achever la construction de l'État et le développement de son économie.

Cela devrait se faire plus facilement avec les États d'origine turque car, Dieu leurs a donné une race, une langue et une culture communes, il ne leur reste plus que de faire de ces points communs une distribution de tâches. L'Azerbaïdjan peut faire cela aisément du fait de sa position géographique, de sa force humaine éduquée et de sa richesse. Ces dires, n'écartent pas la possibilité des autres pays à le faire car les autres ministres des États d'origine turque peuvent aussi effectuer cette union et il faut absolument que l'un d'entre eux s'y mette. L'Ouzbékistan, où se trouve les pierres des fondations de la Culture Turque par exemple ou bien encore le Kazakhstan, producteur de gaz naturel et de pétrole et qui possède la plus grande superficie, peuvent accomplir cette première. D'ailleurs, c'est celui qui réussira cette mission, qui rentrera dans l'Histoire.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazı



A. Necdet Sezer



Süleyman Demirel



Turgut Özal

François Bayrou, la voie du centre ?



*Dr Olivier Buirette

Après avoir été désigné de manière un peu arbitraire par les médias comme le troisième homme de la campagne 2007, peu à peu François Bayrou, candidat UDF à la présidentielle, émerge. On a beau faire des calculs compliqués en ce qui concerne les combinaisons du soir du premier tour le 22 avril, Bayrou semble être cette force tranquille issue du centre qui devient un recours potentiel entre la gauche et la droite libérale. Essayons de prendre un peu de hauteur par rapport à l'actualité : ne pourrait-on pas voir dans l'émergence de la candidature Bayrou un glissement de l'électorat de la droite républicaine et postgaulliste d'un Chirac vainqueur historique en 1995, vers un recentrage de l'électorat ? Si on regarde un peu en arrière, cela c'est déjà produit : l'ère historique de la présidence de De Gaulle court en gros de 1958 à 1969 pour se terminer à la mort de Pompidou en 1974, puis c'est Valéry Giscard d'Estaing, de 74 à 81 avec un incontestable recentrage de l'opinion auquel nous assistons. Enfin, celle-ci passe franchement à gauche avec la victoire historique de François Mitterrand le 10 mai 1981. On pourrait peut-être dire alors que nous assistons au même processus, périodes de cohabitation mises à part... Mais revenons un peu sur François Bayrou et l'UDF. L'Union pour la Démocratie Française a été fondée en 1978 par Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber afin

d'aider le président Giscard d'Estaing, élu en 1974, à gagner les législatives. Écartés du pouvoir avec la défaite de Giscard en 1981, un certain nombre des membres du parti, notamment Jean-Pierre Soisson, participeront néanmoins aux gouvernements socialistes de Michel Rocard, Édith Cresson et Pierre Bérégovoy. Après avoir été ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de cohabitation d'Édouard Balladur, puis d'Alain Juppé, François Bayrou deviendra en 1998 le président d'un parti entièrement refondu. Il prit toutefois ses distances avec le RPR puis plus tard avec l'UMP créée par Jacques Chirac et Alain Juppé au lendemain du 21 avril 2002. Étant sans doute un proeuropéen convaincu, François Bayrou reste néanmoins hostile à ce jour à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ce thème là étant, comme tous les autres thèmes attendant à l'international, complètement absent d'ailleurs des thèmes de la campagne de 2007, mais nous y reviendrons. François Bayrou est né le 25 mai 1951 à Bordères, entre Pau et Lourdes. Il est le fils de Calixte Bayrou, cultivateur, et d'Emma Sarthou, agricultrice. Il se marie en 1971 à l'âge de 20 ans et suit des études dans une classe préparatoire littéraire et à l'Université Bordeaux III. Il obtient l'agrégation de lettres classiques à 23 ans. Il est l'auteur d'une biographie d'Henri IV, *Le Roi libre*, qui a remporté un grand succès (300 000 exemplaires vendus). Il s'est lancé



François Bayrou

avec succès dans l'élevage de chevaux pur-sang de course. On le constatera donc, nous avons dans ce portrait de l'homme, une personnalité aux racines françaises solidement ancrées. L'UDF, il y a encore quelques mois, n'était pas vraiment le parti politique le plus représentatif dans cette campagne électorale. En théorie, et après un quinquennat plus que tumultueux, nous devons nous diriger vers une alternance politique et donc une victoire assez facile de la gauche. Or, comme bien souvent en politique, la surprise est au rendez-vous et il n'en est rien. Cette « voie du centre » que représente le candidat François Bayrou pourrait bien être le choix des Français les 22 avril et 6 mai prochains et ce, à mon sens, pour au moins deux raisons.

La première est que la gauche et sa principale figure, Ségolène Royal, semble affaiblie (problèmes de communication divers, défection d'Éric Besson etc.). La seconde raison est que, sans doute, Nicolas Sarkozy, malgré un discours et une campagne extrêmement énergique, ne bénéficie pas complètement des fruits de l'énergie déployée, incarnant, malgré lui, le bilan de 12 ans de pouvoir chiraquien. Si l'on ajoute à cela le fait que l'on peut imaginer un affaiblissement de l'extrême droite grâce à la politique sécuritaire menée pendant près de 4 ans par le ministre de l'Intérieur, nous aurions alors en effet une fenêtre donnant la possibilité à la « voie du centre » de se glisser. En l'état actuel et au

moment où nous écrivons cet article (le 29 mars 2007) on peut imaginer que Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy et François Bayrou recueilleront tous les trois autour de 20 % des suffrages et qu'un score très serré déterminera les deux finalistes de la campagne. Bref, nous sommes dans l'incertitude la plus complète et la bataille de l'entre deux tours sera dans tous les cas de figure très rude, tout en espérant éviter une fois de plus que, comme en 2002, les Français aient le choix entre un candidat démocratique dit normal et celui de la droite extrême dont une éventuelle victoire serait plus qu'un tremblement de terre politique. Cependant, tournons-nous vers l'avenir car n'aurait-on pas dû, dans cette campagne, remettre la place de « l'adhésion de la Turquie » là où elle devait être ? C'est à dire dans un débat sur le long terme ? Une adhésion, qui rappelons-le, est fixée en termes de décennies. Qui pourrait dire en 2007 la configuration qu'aura l'espace géopolitique européen dans 20 ans, soit en 2027, quand les citoyens de l'Union européenne devront voter (et cela est d'ores et déjà prévu) sur l'adhésion ou non de la Turquie ? Peut être, si les Français choisissent la voie du centre pour l'avenir de leur pays, cette idée devrait germer et alimenter positivement le débat dans notre pays. L'ouverture d'esprit reste plus que jamais nécessaire dans cette période de grand débat démocratique que nous vivons en ce moment.

*Dr Olivier Buirette
(Historien, Paris III Sorbonne-Nouvelle)

Ségolène Royal dans la tourmente



*Céline BENOIT

Tout avait pourtant bien commencé. Une bonne communication, des débats un peu partout en France, qui ont eu un certain succès, et la consécration avec le vote des militants la déclarant candidate officielle du PS à l'élection présidentielle (voir le numéro de décembre 2006). Quatre mois après cette victoire euphorique, où en est la candidature de Ségolène Royal ? La campagne interne au PS avait démarré sur les chapeaux de roue mais il semble que la machine se soit essoufflée, voire enrayée et le spectre du 21 avril, date où le PS ne fut pas présent au second tour de l'élection présidentielle de 2002, plane encore.

Ségolène a-t-elle encore une chance de devenir présidente ? Ségolène Royal est la première femme à représenter un « grand » parti à l'élection présidentielle et la pilule a eu du mal à passer chez les caciques du Parti. Les piques envers Ségolène Royal, notamment lors du processus de désignation du candidat PS à l'élection présidentielle étaient clairement sexistes. Personne n'a oublié cette phrase de Laurent Fabius : « Mais qui va garder les enfants ? » Ces questions sexistes ont vite été abandonnées au vu du peu d'engouement de l'opinion publique pour de tels propos. En effet, les ténors du parti, tout comme, par la suite, les adversaires de la candidate déclarée se sont rendu compte que ce genre de propos avait tendance à la rendre plus sympathique et donc, les desservait. Cependant, l'abandon de l'attaque sur son statut de femme a laissé place à la critique des lacunes supposées ou

réelles de la candidate quant à ses prétentions au poste auquel elle aspire. En effet, Ségolène Royal a souvent été critiquée pour son manque de crédibilité politique, notamment sur le fait qu'elle n'aurait pas de véritable programme politique, ou alors qu'elle préparait ce dernier à coup de sondages et de débats au cours desquels elle piocherait volontiers des éléments de son programme parmi les dires des participants. Mais si les membres du Parti socialiste l'ont choisie pour représentante dans un tel enjeu, c'est que, lors des débats internes, ses propositions les ont plus séduits que celles de DSK ou de Laurent Fabius.

En matière de politique étrangère, force est de constater que la candidate s'est démarquée par le fait qu'elle mettait souvent les « pieds dans le plat ». Ainsi, lors de sa visite au Canada, elle a utilisé l'expression « la souveraineté du Québec », chose qui est à bannir quand on connaît les problèmes que cela peut poser à ce pays ! Sa visite au Moyen-Orient a montré les contradictions de la candidate affirmant une chose un jour et son contraire le lendemain. Ainsi, au Liban, elle déclare que les avions israéliens devaient cesser de survoler la Finul mais, après sa rencontre avec le Premier ministre israélien, elle affirme qu'un certain nombre de faits justifient cette attitude.

De même, elle n'aborde pas les relations entre la France et l'Europe, thème assez crucial lorsque l'on connaît le nombre de décisions prises à Bruxelles qui influent directement sur la vie de chaque citoyen européen. La politique étrangère n'est, certes, pas son fort, mais la candidate a d'autres atouts. Tout d'abord sa volonté de se montrer proche des gens et à leur écoute. Ainsi, elle a

organisé près de 5 000 débats dans toute la France afin de recueillir les doléances de ses compatriotes. D'ailleurs, elle souhaite aller plus loin dans la participation effective des citoyens à la vie politique en instaurant une « démocratie participative » dans toutes les collectivités publiques. Ce concept a pour but de mieux prendre en compte la voix du citoyen.

Cependant, ce franc-parler, le fait qu'elle se positionne de plus en plus en « électron libre » fait douter les ténors de son parti. Ainsi, certains affirment à l'intérieur même de son parti que Ségolène ne sera pas présente au second tour. Il est vrai qu'au sein du Parti, Ségolène Royal n'a pas que des amis. Prenons l'exemple des éléphants du PS : peu d'entre eux se sont montrés ouvertement pro-Ségo avant le vote des militants et beaucoup l'ont dénigrée sur le fait qu'elle était une femme. Il est donc normal que, pendant un temps, celle-ci ne se soit pas rapprochée des éléphants, tout comme ces derniers ont eu du mal à « rester dans son ombre ». Mais, unité du parti oblige (les votes pour DSK et Fabius concernent 40% du parti) et montée inquiétante d'un troisième homme (Bayrou) qui, par son discours pourrait ravir des voix socialistes nécessaires à la candidate pour passer le premier tour, les éléphants ont fait bloc autour de la candidate, même Jospin a été tiré de sa retraite et les déclarations de complaisance pour montrer l'unité du parti se sont multipliées.

Cependant, il semble qu'il ne s'agisse que d'une harmonie de façade et la rancœur est tenace autant dans les rangs des éléphants que parmi les partisans de Ségolène. Fabius et DSK sont présents derrière Ségolène Royal mais le cœur n'y est pas. Au moins les

rôles ont été dispatchés, les éléphants sont chargés de dénigrer la droite et Ségolène de soutenir son programme mais pas



Ségolène Royal

dans la même ville ! Bilan : des contradictions entre ce que disent les éléphants et ce que propose la candidate. Qui croire ? Mais la façade se lézarde et, le jeudi 15 mars sur le plateau de l'émission « À vous de juger », Ségolène Royal affirme vouloir reprendre sa liberté, c'est-à-dire mener sa campagne comme elle l'a fait avant son investiture à la candidature du PS, sans les éléphants du Parti. Quelques jours auparavant, elle les avait accusés de ne pas assez faire « bloc » autour d'elle. Ceux-ci sont trop lourds à porter, ils représentent un passé révolu et notamment le spectre du 21 avril ; Ségolène, c'est le renouveau bien résumé dans le titre de son site web « désirs d'avenir » et puis, de toute façon, on ne peut pas dire que ses derniers lui soient d'un grand soutien. Ségolène Royal a-t-elle encore une chance de devenir présidente ? Assurément oui, ses dernières déclarations montrent qu'elle n'a pas lâché prise et qu'elle souhaite s'éloigner de l'image classique de son parti. Ses propositions sont innovantes et sa personnalité contraste par rapport aux autres ténors du Parti. Les militants se reconnaissant dans ce changement, ils l'ont investie candidate officielle du Parti. Mais qu'en est-il de l'ensemble des Français ? L'essai va-t-il être transformé ? Rendez-vous le 22 avril.

Güzin Dino raconte Abidin

(Suite de la page 1)

ficiles et de retrouvailles heureuses, mais toujours consacrée au même combat pour la liberté et l'art entre Paris et Istanbul... Petit-fils d'Abidin Pacha, l'un des derniers grands hommes d'État de l'empire ottoman, Abidin Dino est né le 23 mars 1913. Pour Güzin Dino, il s'intéresse à la peinture dès son plus jeune âge. Sa famille étant venue vivre en France, il sera scolarisé à l'école Jean-Baptiste Say à Auteuil et son professeur de dessin s'intéressera beaucoup à lui, le trouvant très doué pour le dessin. Ayant ainsi fait la connaissance de la France étant enfant, il y reviendra plus tard et, en tout, il passera 40 ans de sa vie dans ce pays. Abidin est venu au monde à Istanbul et cette ville a été une de ses principales sources d'inspiration, aussi bien dans sa jeunesse que dans les dernières années de sa vie. Ses dessins d'Istanbul de 1967-1977 ont été exposés en 1996 lors d'une exposition intitulée « Trois Villes » à la galerie Yapı Kredi Kazım Taşkent. Dans ses écrits, Abidin définit ainsi Istanbul :

Istanbul est parfois domptée et toute plate, Parfois, elle gonfle et se tend vers le ciel un être, une sorte d'animal, un monstre.

On ne s'imagine pas de quoi elle est capable.



Pour Güzin, son principal centre d'intérêt était l'art, la culture et la création ; venaient ensuite la politique et les questions internationales.

Concernant son style de dessin, bien qu'étant très proche des avant-gardistes de l'art contemporain depuis 1934, il a préféré développer son propre langage plutôt qu'adopter celui qui était en vogue. En fait, il a su créer un lien véritable entre l'art de l'écriture, l'art de la miniature, l'architecture ottomane, la littérature populaire d'Anatolie ainsi que les cultures occidentale et chinoise, ce qui

fait qu'il ne s'est pas limité à une seule esthétique de trait tout au long de sa carrière. Le combat qu'il a mené toute sa vie pour la liberté des individus et des sociétés, il l'a mené également dans ses œuvres afin d'exprimer librement son identité artistique.

En 1933, il participe à la création du « Groupe D » autour d'un concept qu'il qualifie d'avant-gardiste dans la peinture. De 1934 à 1937, à l'invitation de Sergey Yutkeviç, il travaillera dans les studios de Lenfilm en tant que peintre et décorateur. Sergey Yutkeviç avait fait la connaissance d'Abidin lorsqu'il était arrivé en Turquie pour tourner son film célébrant le dixième anniversaire de la République, film intitulé « Ankara, le cœur de la Turquie ». Selon Güzin Dino, Yutkeviç étant francophone, il sera alors vite fasciné par le français d'Abidin. S'intéressant également à ses peintures, il lui donna ce conseil : « Tu as le sens du mouvement, alors tu devrais faire du cinéma »*. C'est ainsi qu'il l'a invité. En 1937, en quittant Leningrad, il fera un détour par Paris où il fera la connaissance de personnalités comme Tristan Tzara, Picasso, Cocteau, Malraux... D'après Güzin Dino, dès son retour à Istanbul, il nourrissait des idées socialistes et le communisme ne lui faisait pas peur. Il a collaboré et contribué, aussi bien quant au contenu qu'à la présentation, à diverses revues littéraires, notamment « Yeni edebiyat » (Nouvelle Littérature), « Ses » (Voix) dans laquelle il dessinait, puis « Yeni ses » (Nouvelle Voix) suite à la fermeture de « Ses », avec pour objectif de parler et d'écrire autrement. En 1939, il participe avec des jeunes peintres au lancement de « Liman Grubu ». Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, il prendra place à côté des penseurs et des artistes pour la liberté et s'affichera pour le changement et le renouveau, ce qui lui vaudra d'être poursuivi par le pouvoir et exilé en Anatolie en 1941. Après plusieurs années d'exil (à Mecitözü puis Adana et Ankara), il obtient l'autorisation de quitter la Turquie en 1952 et, en 1953, il s'installe



à Paris. Güzin, qu'il épousa durant son exil à Adana en 1943, le rejoindra quelques années plus tard. À la question : « Comment vous êtes-vous rencontrés ? » Güzin répond : nous habitons le même immeuble dans le quartier de Nişantaşı. Certes, cette réponse

est décevante de banalité, mais c'est la vérité. Après avoir vécu à Paris et à Genève puis au bord de Bosphore à Istanbul, avec un train de vie fantastique, ils se sont installés dans le magnifique quartier de Nişantaşı, mais sans le très grand train de vie. « À cette époque, j'étais à l'université et je commençais à lire les revues comme « Ses » dans laquelle il dessinait et je trouvais certaines de ses critiques vis-à-vis de la peinture classique assez culottées. Il vivait chez sa sœur à l'étage au-dessus, et c'est en montant

chercher un magazine pour ma mère que je l'ai vu pour la première fois. Il m'a accueillie comme si nous nous connaissions depuis longtemps, et nous avons discuté plusieurs heures. En redescendant chez moi – évidemment, j'avais oublié le magazine – j'étais complètement enthousiaste et j'ai parlé de lui à mes parents... mais mon père a tout de suite été contre une quelconque relation. » Güzin Dino explique le désaccord de son père de la manière suivante : « Ayant vécu auparavant la condamnation à l'exil de son propre père journaliste durant 9 ans au Yémen, et pressentant qu'Abidin risquait de subir le même sort, il a certainement voulu me protéger mais cela ne m'a pas empêchée de suivre Abidin et de l'épouser, d'autant plus que j'avais le soutien de ma mère et presque toute ma famille. »

Les mains

Très jeune, Abidin s'est mis à dessiner les mains et les doigts. Il racontait que dans sa famille, sa mère, sa sœur et ses frères avaient de jolies mains, ce qui explique peut-être son intérêt. En tout cas, tout au long de sa vie, il n'a cessé de dessiner des mains et d'en faire de petites sculptures. D'ailleurs, partant de l'idée des mains, il a réalisé une sculpture qui décore aujourd'hui le quartier de Maçka à Istanbul. En 1989, il a écrit en français un texte sur les mains, illustré de ses dessins de mains et publié en



France et en Turquie.

Le film d'Abidin sur le football : « Goal »

En 1966, il a tourné un film lors de la Coupe du monde à Londres, sur le football, réalisé avec les nouvelles technologies de l'époque, d'une durée de deux heures. Ce film a été projeté d'abord à Londres, puis dans de nombreux pays, notamment la Turquie.



Le musée de Sabancı à Emirgan à Istanbul consacrera une rétrospective à Abidin Dino en septembre 2007.

* Voir aussi le livre de Şehmus Güzel, « Abidin Dino ile söyleşiler; yazılar : Hayat ve Sanat » Discussions et correspondance avec Abidin Dino, Péri Yayınları, Istanbul, 2006

Propos recueillis par Mireille Sadège

La francophonie délaissée par les Français

(Suite de la page 1)

francophones très bien cotés, des départements francophones dans plusieurs autres universités et une importante élite francophone, ancrant ainsi solidement la francophonie en Turquie. Mais les Français le savent-ils ? La réponse serait certainement négative et, pour une fois, ce n'est pas parce que c'est la Turquie mais parce que les Français se désintéressent totalement de la francophonie. C'est ce que remarque également M. Abdou Diouf qui est à la tête de l'organisation internationale de la francophonie (OIF) depuis quatre ans. Il écrivait dans un récent article du journal Le Monde : « Je ne parviens toujours pas à m'expliquer, ni à expliquer aux francophones militants qui vivent sur d'autres rivages, le désamour des Français pour la francophonie. Désamour, désintérêt, méconnaissance ? Il est vrai que les médias français, légitimement préoccupés par les crises qui ébranlent le monde et par la politique européenne, ne

trouvent que peu de place à lui consacrer, si ce n'est une fois tous les deux ans, à l'occasion du sommet des chefs d'État et de gouvernement, et encore... » Et pourtant, l'OIF recense 175 millions de personnes francophones et indique que ce nombre est en augmentation. Négligence de la France ou non, le constat est simple et de nature alarmante car il marque le recul de la langue française au profit de l'anglais, et cela aussi bien dans les domaines diplomatique que scientifique. Rappelons ici l'incident qui s'est produit le 23 mars 2006 à Bruxelles lors d'une réunion du Conseil européen : lorsque M. Ernest-Antoine Seillière, président de l'Union des industries de la Communauté européenne et ancien patron du Medef, a choisi de s'exprimer en anglais, qu'il considère d'ailleurs comme « La langue de l'entreprise » : le président Chirac prit la décision de quitter la salle et d'y revenir à la fin du discours. Devant les réactions de

la presse étrangère, certains commentèrent : « Ce n'est pas une question d'humeur, c'est une question politique »... et invoquèrent la nécessité de la diversité linguistique au sein des institutions européennes. Rappelons que la France a victorieusement soutenu, en octobre, à l'Unesco, la résolution sur la diversité culturelle et qu'elle a plaidé en faveur du bilinguisme et de l'apprentissage précoce de plusieurs langues en Europe. Mais la réalité est que, de l'UE à l'ONU, le français se trouve dans une situation difficile, même au sein des institutions internationales où il a pourtant le statut de langue officielle. Ainsi, les efforts diplomatiques français ne semblent pas suffisants, d'autant plus que les budgets consacrés à la francophonie sont en régression. En fait, la francophonie souffre d'une part d'un manque d'intérêt et d'autre part d'une absence de soutien économique, facteur essentiel à son développement. À ce

niveau, chers lecteurs de « Aujourd'hui la Turquie », j'aimerais rappeler qu'il existe un journal francophone depuis plus de deux ans en Turquie, édité par des francophones et qui ne reçoit aucun soutien des responsables locaux français, le consulat français n'ayant même pas souscrit d'abonnement à ce journal. À ce jour, aucun responsable ou attaché culturel de l'institut français ne s'est intéressé ni à l'équipe ni au journal et l'indifférence officielle semble être le mot d'ordre.

La francophonie ne recueille du reste pas davantage les faveurs du milieu d'affaires français en Turquie, les responsables des grands groupes français ne semblent pas, eux non plus, aussi sensibles que le chef de l'État à l'égard de la francophonie.

Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif

Enseignant à l'Université de Beykent

Docteur de l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III



TGV : l'excellence française dans le secteur ferroviaire



*Mireille Sadège

Le 3 avril, un nouveau record de vitesse sur rail vient d'être établi par le TGV, l'un des fleurons de l'industrie française. Avec 574,8 km/h, la grande vitesse ferroviaire devient vertigineuse, le TGV français ayant pulvérisé son propre record du monde de 515,3 km/h établi en mai 1990. Ce succès est le résultat d'une collaboration réussie entre trois partenaires : la SNCF, Alstom et Réseau ferré de France. Cette opération représente à la fois une performance technologique et une réussite commerciale pour la France, puisqu'elle a pour objectifs d'une part de rappeler à quel point la France maîtrise et se situe à la pointe de la technologie dans le secteur ferroviaire et d'autre part de consolider la place de la France sur le mar-

ché mondial des trains à grande vitesse face à des concurrents de taille comme l'Allemand Siemens. De plus, ce nouveau record sert également la SNCF et Alstom qui cherchent à impressionner favorablement les clients potentiels un peu partout dans le monde comme l'Argentine, l'Italie et – pourquoi pas – la Turquie. L'objectif de 150 mètres par seconde ou 540 km/h a été à l'origine de l'appellation de la rame « V 150 ». Ce train high-tech est doté de roues surdimensionnées d'un diamètre de 1092 mm au lieu des 920 mm habituels, de moteurs développant 19,6 mégawatts soit 25 000 chevaux et il roule sur une voie spécialement aménagée où l'alimentation électrique est de 31 000 volts contre 27 500 habituellement. Ce record du monde a nécessité la mobilisation de 300 ingénieurs



et les travaux ont été orchestrés par Réseau ferré de France, qui gère les infrastructures ferroviaires, et a requis le travail de 4 000 personnes. Le projet a coûté 4 milliards d'euros, avec des participations s'élevant à 40 % pour l'État, 17 % pour les collectivités locales, 23 % pour Réseau ferré de France, 8 % pour l'UE et 6 % pour le Luxembourg. Même si l'État français reste le principal financeur de ce projet, il n'est plus l'unique comme c'était le cas avant 1997 lorsque l'État (la SNCF) finançait seul les projets de ce genre. Mis en service pour la première fois en 1981 entre Paris et Lyon, le TGV ne cesse d'ouvrir de nouvelles perspectives. La grande vitesse sur rail, en bouleversant les notions de temps et de distance, a permis de redessiner une nouvelle géographie de la France des voyages. Rappelons que la France dispose aujourd'hui de 1 800 kilomètres de lignes ferroviaires à grande vitesse et d'un parc de plus de 400 rames de TGV, construites par Alstom, permettant à la SNCF d'assurer quotidiennement plus de 650 liaisons TGV sur l'ensemble du territoire national. Très peu d'entreprises dans le monde possèdent cette maîtrise de la très grande vitesse ferroviaire, un savoir-faire

(lire la suite page 12)



Un nouveau départ pour les relations franco-turques



*Olcay Büyüktas

Même si les relations entre la Turquie et la France, qui datent de l'Empire ottoman, ont traversé des périodes difficiles, elles se maintiennent depuis bien longtemps. La crise temporaire dans les relations politiques ou économiques n'a pas empêché les deux pays de continuer leurs bonnes relations. À la suite de l'adoption de projet de loi sanctionnant la négation de « génocide arménien » par le Parlement français il y a peu de temps, les réactions sévères des Turcs n'ont pas vraiment eu d'effet négatif à l'égard des firmes françaises, même si les compagnies françaises étaient boycottées ; ces boycotts, n'ayant pas eu d'effet important sur les affaires de ces compagnies basées en Turquie, n'ont cependant pas empêché le développement d'un sentiment d'antipathie à l'égard de la France et des Français. Face à cette situation il a fallu prendre des

initiatives pour renouer et relancer les relations entre les deux pays. Les milieux d'affaires en France et en Turquie ont décidé d'agir pour faire disparaître les problèmes résultant des événements politiques, surtout le problème arménien. Le président de l'Assemblée des Chambres françaises de Commerce et d'Industrie, Jean-François Bernardin, a annoncé que l'année 2009 serait en France « L'année de la Turquie » afin de mettre fin aux malentendus entre les mondes des affaires turc et français.

« Nous représentons 2 millions d'entreprises. L'amitié des Turcs et les facilités offertes par nos amis de l'Union turque des Chambres et des Bourses de commerce sont positives et nous essayons de trouver des solutions temporaires » a déclaré M. Bernardin lors de sa visite au président de l'Union turque des Chambres et des Bourses de commerce, Rifat Hisarcıklıoğlu. M. Bernardin a souligné durant les entretiens



l'importance du développement des relations économiques et la protection des intérêts des deux pays : « Nous devrions faire notre travail au lieu de tenir compte de ce que disent les hommes politiques. J'espère que les problèmes entre nos deux pays seront résolus et que leurs relations s'amélioreront » a-t-il dit. En soulignant le fait que la France et la Turquie sont deux pays accordant beaucoup d'importance à la fierté nationale, M. Bernardin a rappelé qu'il existe de grands malentendus dans le passé commun. Représentant des hommes d'affaires français, Jean-François Bernardin a affirmé que, depuis les dix dernières années, la France n'a pas pu connaître de près le passé de la Turquie. Selon lui, au lieu de se lancer des accusations pour se débarrasser de certains problèmes, les deux pays devraient faire un effort pour se comprendre.

(lire la suite page 10)

Pistaches

La Turquie est le troisième producteur de pistaches dans le monde après l'Iran et les États-Unis. La production totale, de 120 000 tonnes, provient essentiellement du sud est de l'Anatolie.



Accor en République turque de Chypre du Nord



Un investissement de 50 millions de dollars pour installer le premier hôtel international dans le Nord de Chypre. Le groupe Akfen a introduit le premier investisseur étran-

ger en RTNC, il s'agit du groupe français d'hôtellerie Accor. Akfen, ayant confié l'exploitation de ses investissements au groupe français Accor dans le cadre du projet des chaînes d'hôtel en Turquie, vient d'obtenir le droit d'exploitation de l'enseigne Accor sous forme de franchise en République turque de Chypre du Nord.



Le groupe agroalimentaire turc a décidé de donner un coup d'accélérateur à ses investissements aussi bien en Turquie qu'à l'étranger. Ainsi, les objectifs pour 2007 sont de 42 millions de dollars de nouveaux investissements, essentiellement dans le domaine des produits laitiers, 107 millions de dollars consacrés à la communication de la marque, 220 embauches et une augmentation de 50% des exportations.

La compagnie française subit les conséquences de la prise de position de la France sur le génocide arménien. Botas, l'entreprise publique d'énergie turque, a opposé son veto à la participation de GDF à la construction du gazoduc Nabucco.

Avec 31,8 millions d'abonnés, il devient le deuxième opérateur de téléphonie



mobile en Europe devant l'Allemand T-Mobile et Vodafone. Son CA est de 4,7 milliard de dollars et son bénéfice net de 875 millions de dollars.

Exonération des droits de douane

Pour inciter les leaders mondiaux de l'automobile à délocaliser la production de leurs nouveaux modèles vers la Turquie, le gouvernement les exonère de droits de douane sur les pièces détachées.

Le secteur des boissons alcoolisées en Turquie



L'année 2006 a été, avec l'augmentation du nombre d'acteurs et de variétés de produits sur le marché du raki, les nouveaux produits que les producteurs de vin avaient mis sur le marché les uns après les autres et la

(lire la suite page 10)

Le secteur des boissons alcoolisées en Turquie (Suite de la page 9)



*Eda Bozköylü

course des producteurs de bière pour s'emparer du marché à l'étranger, une année où la concurrence a été au sommet dans tous les domaines du secteur des boissons alcoolisées. Toutefois, le secteur lutte depuis les premières années de la République contre les interdictions et les obstacles politiques.

L'interdiction et le monopole dans les premières années de la République.

Le premier coup porté au secteur des boissons alcoolisées avait été l'interdiction de la production et de la vente de toute sorte de boissons alcoolisées par une loi entrée en vigueur en 1920. Les producteurs de la boisson alcoolisée de l'époque, qui était le raki, avaient fait faillite et la production clandestine de raki s'était répandue. Cette interdiction a duré 6 ans dans le secteur des boissons alcoolisées.

Après la levée de l'interdiction, des nouvelles marques de boissons alcoolisées sont apparues sur le marché et on a vu une augmentation importante, en particulier dans le choix des rakis. La production de raki se faisait en 1938 aussi bien dans les grandes villes que dans les villes telles qu'Eskişehir, Balıkesir, Edirne, Kastamonu, Muğla, Antalya, Çanakkale,

Erzurum, Giresun, Kocaeli, Konya, Samsun et Trabzon. Au total, on dénombrait 48 producteurs de raki dans le pays et une centaine de marques sur le marché. Cependant, cette très grande variété a disparu d'un seul coup en 1944, une loi obligeant les producteurs à vendre leur raki uniquement

à la Direction générale du monopole (Tekel Genel Müdürlüğü). C'est la raison pour laquelle la qualité des rakis produits a connu une baisse considérable dans cette période en raison de l'utilisation insuffisante de matières premières de qualité. Le raki s'était alors éloigné de son goût traditionnel du fait que l'alcool de tourteau de betterave, l'anis et le raisin étaient utilisés en quantité insuffisante pour pouvoir donner son goût au raki. L'influence de Tekel, qui dominait le secteur des boissons alcoolisées, s'est maintenue jusqu'en 2003.

Après que Tekel avait satisfait durant environ 60 ans les besoins de l'ensemble de la Turquie en boissons alcoolisées, la privatisation du marché permit à Elda, Burgaz et Tariş-Tat d'investir dans le raki.

À la suite de cette diversification du marché, un nombre important d'investisseurs de divers secteurs se sont orientés vers le marché des boissons

alcoolisées. Depuis 2003, les investissements réalisés dans les boissons alcoolisées ont inauguré une nouvelle période dans le secteur et le marché des boissons alcoolisées a atteint 4 milliards de dollars. Le nombre de marques présentes dans le secteur du raki est passé à 14 au cours de ces trois dernières années. Un certificat de conformité pour l'importation a été délivré à 888 marques

et leurs autorisations de production ont été obtenues en une année. 672 différentes marques de boissons alcoolisées importées se sont bousculées pour prendre place sur les étagères afin de conquérir leur part du marché. Le nombre de producteurs et d'importateurs a ainsi plus que doublé et le nombre de produits sur le marché est passé de 900 à 2 500. Le développement croissant du secteur et les besoins d'extension des sociétés turques n'avaient par ailleurs pas échappé aux yeux

Le développement croissant du secteur et les besoins d'extension des sociétés turques n'ont pas échappé aux yeux des sociétés étrangères.

des sociétés étrangères et Mey İçki, qui détenait 80 % du marché du raki, a été vendu à Texas Pacific Group pour un montant de 900 millions de dollars. Cette vente a également ouvert la voie au partenariat étranger pour les autres producteurs de raki. On estime que l'intérêt porté par les étrangers aux sociétés ayant donné le signal qu'elles allaient également s'orienter vers de nouveaux produits tels que la vodka, la tequila ou le vin se poursuivra de même en 2007. Par ailleurs, un nombre important de groupes étrangers est à la recherche de vignes dans la région égéenne et l'Anatolie centrale.

La bière en tête des exportations

En Turquie, la bière est la première des boissons alcoolisées et les exportations de bière ne cessent d'augmenter. Parmi les boissons alcoolisées exportées, le raki vient juste après la bière. En outre, on voit que ces exportations se font surtout à destination des pays européens où les Turcs sont nombreux. L'Allemagne est le pays qui importe le plus de raki avec 52 %, suivi par la RTNC (République Turque de Chypre du Nord), les États-Unis et la Grande-Bretagne. D'autre part, une tendance constante à la hausse caractérise l'exportation de vin. L'Allemagne importe 30,1 % du vin venant de Turquie, suivie de la Belgique, du Luxembourg et de la RTNC. La part de ces trois pays dans l'exportation de vin est d'environ 70 %.

Le secteur des boissons alcoolisées en 2007

Le plus grand acteur du marché du raki, témoin de la concurrence acharnée que se livrent plus de 20 marques appartenant à 5 sociétés, est Mey İçki qui a terminé l'année 2006 avec une hausse totale de 10 % de son chiffre d'affaires par rapport à 2005. Par ailleurs, Efe Raki, qui est un autre acteur puissant,

a réalisé une hausse de sa part de marché de 2 % par rapport à 2005 sur le marché

intérieur. Le nouveau venu sur le marché du raki, Tariş-Tat, a fini l'année avec une part de marché de 5,4 %. De plus, un nombre important de nouvelles marques s'apprentent à prendre place dans le secteur. Anadolu Efes et Tuborg, qui se taillent la part du lion sur le marché de la bière, ont effectué d'importantes actions

vers l'étranger en 2006 : alors qu'Anadolu Efes augmentait de 31 % ses ventes de bière à destination de l'étranger au cours des neuf premiers mois de l'année 2006, Tuborg a décidé de faire de la Turquie une base d'exportation. Ce mouvement dans la production de raki et de bière a incité de nombreuses sociétés à s'intéresser à la production de vodka, de gin, de whisky et de vin. Le volume du marché annuel de la bière est de 885 millions de litres, celui du raki de 70 millions et le total des autres boissons alcoolisées s'élève à 45 millions de litres. On consomme en Turquie 7 millions de litres de vodka, 3 millions de litres de whisky et, enfin, 2,5 millions de litres de gin.

En outre, la taxe sur la consommation privée (ÖTV) a constitué en 2006 une gêne pour les producteurs de boissons alcoolisées. 9,7 milliards de YTL ont ainsi été collectés sur les consommateurs de boissons alcoolisées au cours de l'année 2006. Le fait que la production clandestine prenne des proportions importantes en raison de cette taxe élevée multiplie les risques de contrefaçon et de contrebande dans les boissons alcoolisées telles que le raki, la vodka et le whisky. Cette production dissimulée représente 50 % du marché du vin et 5 à 6 % de celui du raki.

*Eda Bozköylü, journaliste



Un nouveau départ pour les relations franco-turques (Suite de la page 9)

2009, L'année de la Turquie

M. Bernardin a annoncé que, pour améliorer les relations et pour une bonne publicité, l'année 2009 serait l'année de la Turquie en France ; il a aussi précisé qu'il fallait faire un effort pour que les gens se comprennent et pour améliorer les relations qui pourraient se changer en hostilité. « Ce qui importe est comment on va construire le lendemain » a dit J-F. Bernardin en soulignant qu'il faut faire un pas en ce qui concerne le monde des affaires : « Nous qui partageons la même

culture, devrions nous allier, ce qui a été vécu devrait être considéré selon son importance et les travaux nécessaires devraient être entrepris. Nous représentons ici deux millions d'entreprises. L'amitié des Turcs et les facilités offertes par nos amis de l'Union turque des Chambres et des Bourses de commerce sont positives et nous essayons de trouver des solutions temporaires. » Le président de l'Union turque des Chambres et des Bourses de commerce, Rifat Hisarcıkloğlu, a lui aussi précisé que lors de sa visite à Paris,

le 5 mai 2006, il avait constaté un important manque d'information entre les deux pays. M. Hisarcıkloğlu dit qu'à la suite de plusieurs visites à Paris afin de combler ce manque d'information, il avait commencé à obtenir de bons résultats.

L'approche de l'UE

M. Hisarcıkloğlu a dit avoir aussi abordé, durant ces entretiens, l'approche du gouvernement français quant au prétendu génocide arménien et les relations de la Turquie avec l'Union européenne. Soulignant que c'est en tant que représentants du monde des affaires qu'ils ont fait ces évaluations et ces constats, M. Hisarcıkloğlu a affirmé qu'ils ont pris la décision de travailler sur des offres de projets concrets pour créer des relations économiques et commerciales. Il a ajouté qu'ils ont déterminé ce qui pouvait se faire, qu'ils ont établi un calendrier et que la Turquie profiterait beaucoup de cette coopération. M. Hisarcıkloğlu a dit que l'Union européenne avait de sérieux problèmes internes. Soulignant que les relations entre la Turquie et l'Union européenne, la visite de J-F.

Bernardin et l'année turque en 2009 étaient d'une grande importance pour un dialogue civil, il a précisé que les institutions des deux pays devaient prendre des risques. La proposition, dont on espère que le contenu se clarifiera dans les jours à venir, entraînera une augmentation de la sympathie entre les deux pays quelle que soit la situation. Car en l'an 2009, déclaré l'année de la Turquie, de très nombreux entretiens culturels, politiques, et économiques seront à l'ordre du jour et il y aura beaucoup de plates-formes qui permettront aux hommes d'affaires de se connaître et de mieux connaître leur champ d'action. Si l'on profite bien de cette année turque, elle permettra non seulement aux Français mais aussi aux hommes d'affaires turcs de faire un pas positif, d'entreprendre de nouvelles coopérations, de renforcer celles déjà existantes. Il n'y a aucune raison pour que cette initiative entreprise pour permettre aux deux pays de mieux se connaître, ne soit pas profitable aux deux pays.

*Olçay Büyüktas, journaliste

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

© 2006 Marmara Communication

www.marmara.com

0892 161 161

Turquie Week-end Happy Istanbul ***

229€*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

marmara Droit au voyage

Lic. 075 90 2208 - * Prix à partir de par personne, valable à certaines dates. Arrivées programmées de 2006. Taxes aéroport et frais de dossier de 67 €, soit un total de 276 €.



Look Voyages et la Turquie : vos partenaires pour des vacances réussies



Olivier Kenvela

Vous êtes le P.-D.G. de Look Voyages ; parlez-moi un peu de votre entreprise.

Look Voyages est un tour-opérateur qui a été créé en 1993 et qui existe donc depuis 14 ans sur le marché français. Il a été racheté par le groupe Transat en 1996, il y a maintenant 11 ans, Transat étant le plus grand tour-opérateur du Canada et l'un des plus importants au niveau mondial. Look Voyages est une entreprise qui réalise environ 200 millions d'euros de chiffre d'affaires. Nous sommes spécialisés dans ce qu'on appelle le séjour balnéaire, c'est-à-dire les séjours près de la mer et les clubs de vacances avec une marque qui s'appelle Lookea. À l'heure actuelle, nous proposons aux Français 26 clubs Lookea, installés dans quasiment tous les pays du bassin méditerranéen

Par exemple ?

Il en existe 4 en Tunisie (le quatrième vient d'ouvrir pour cette saison), 2 au Maroc, dont

celui de Marrakech, le seul à ne pas être au bord de la mer, tous les autres Lookea étant près de la mer. Notre second club marocain est situé à Agadir, au bord de l'Océan.

Sont-ils tous près de la mer ou au bord de la mer ?

Tous les clubs Lookea sont au bord de la mer (sauf à Marrakech), et nous sommes spécialisés dans les séjours balnéaires. Lookea est présent au Maroc (2 clubs), en Tunisie (4 clubs), beaucoup en Grèce (5 clubs), et nous en avons également ouvert un en Croatie, un en Bulgarie, un en Sicile et, bien entendu, en Turquie. D'autres clubs Lookea ont été créés dans les Caraïbes : il en existe deux en République dominicaine, un à Cuba, un au Mexique, ainsi qu'un autre au Sénégal ou encore dans l'océan Indien, à l'Île Maurice. En Turquie, le Müskebi est ouvert depuis 10 ans et un autre club va ouvrir à Didim dans un mois et demi. Nous voulons nous développer en Turquie, un seul club en Turquie ne suffisant pas pour tous nos clients, et nous en ouvrons pour l'instant un deuxième, d'autres étant en projet car, pour nous, la Turquie est une destination importante, qui fait partie des destinations stratégiques au départ de la France. Plusieurs destinations sont très prisées par les touristes français : la Tunisie, le Maroc, la Grèce, ainsi que la Turquie. Pour nous ce sont vraiment des

destinations importantes que nous développons. Dans la liste, j'ai oublié l'Espagne, où nous venons d'ouvrir deux clubs cette année : un dans la petite île de Fuerte Ventura aux Canaries et un à Ibiza dans l'archipel des Baléares.

J'ai appris tout à l'heure que ça fait presque 11 ans que vous collaborez avec M. Özatacan Müskebi.

En effet, depuis onze ans, M. Özatacan Müskebi et Look Voyages travaillent ensemble.

Il m'a dit que vous aviez eu en tout 100 000 clients.

Oui, environ 100 000 clients sont venus en Turquie avec Look Voyages. En ce moment, nous accompagnons 10 000 clients par an en Turquie, sachant que ce nombre n'est pas énorme, notre part de marché sur la Turquie étant très minime. Plusieurs de nos concurrents sont bien mieux placés que nous sur le marché turc, mais nous faisons des efforts pour augmenter notre part de marché sur la Turquie.

Peut-on comparer la Turquie avec le Maroc ?

Je comparerais plutôt la Turquie à la Sicile. Au Maroc, Look Voyages a mis en place deux clubs et travaille avec beaucoup d'hôtels complémentaires, organise beaucoup de circuits.

(lire la Suite page 14)

La Turquie : une destination de rêve

Antalya



Principale station balnéaire du pays. Romantique et accueillante, elle est baignée par les eaux turquoises de la Méditerranée et est entourée par la chaîne de montagnes du Taurus; toute l'année, elle jouit d'un climat agréable.

Bodrum



« Le pays de la couleur bleu éternelle ». Ce port de la côte égéenne est réputé pour ses plages. Le Voyage bleu, au départ de Bodrum et en direction de Gökova, permet de croiser dans les eaux bleutées et vertes des différentes îles et criques de la région.

Découverte



Avec son passé chargé d'histoire, la Turquie vous propose le plus fabuleux des musées à ciel ouvert. Elle vous permet de remonter le temps et de découvrir les vestiges archéologiques de treize civilisations.

Plaisirs de la remise en forme



Renommée depuis l'Antiquité pour les bienfaits thérapeutiques de ses sources thermales, la Turquie propose de nombreux centres de remise en forme et de thalassothérapie, parfaitement équipés aux normes internationales, en bordure de la Méditerranée et sur les rivages égéens.

La Turquie sous toutes ses formes



La Turquie est une destination idéale toute l'année, chaque saison ayant ses attraits particuliers. Avec un très bon rapport qualité-prix et une large palette de palaces, d'hôtels et de maisons d'hôtes, toujours situés dans des cadres idylliques. Sans oublier le sens de l'hospitalité authentique et spontanée du peuple turc qui reste un élément essentiel de toute cette alchimie.

De la mer Égée à la Méditerranée

La Turquie possède 8000 km de côtes aux paysages variés. Bordée par les mers de Marmara, Noire, Égée et Méditerranée et offrant des paysages aux contrastes saisissants, la Turquie vous propose tous les plaisirs balnéaires (sports nautiques, croisière à bord d'une goélette traditionnelle, plongée sous-marine, ...) et une très grande variété de loisirs sportifs (golf, randonnée, trekking, rafting, escalade, alpinisme, ...).

Climat idéal, accueil chaleureux. Située sur une importante ceinture géothermale, la Turquie est riche en sources chaudes, dont les bienfaits étaient déjà réputés dans l'Antiquité. Avec 1300 sources thermales, la Turquie est à la septième

place mondiale et à la deuxième en Europe. La plupart des villes d'eaux se trouvent aux alentours des mers de Marmara et Égée. Il est très facile de s'y rendre à partir d'Istanbul, d'Izmir, de Marmaris et de Fethiye.

Plages

Celles de la péninsule et de ses environs combleront les adeptes du farniente. Les superbes plages animées de Bagla, Ortakent et Karaincir combleront les amateurs de détente et de jeux marins. Pour les plus calmes, Torba et Türkbükü apporteront quiétude et douceur.

Les 10 atouts de la Turquie d'après la presse anglaise

Le journal anglais The Daily Telegraph a listé 10 bonnes raisons de visiter la Turquie cet été. D'après le journal, les avantages de la Turquie sont les prix abordables, les nouveaux hôtels et les terrains de golf.

1- Prix abordable : la Turquie est moins chère de 10 à 20 % que l'Espagne et de 20 % que la



Grèce dans le cadre des tour-opérateurs d'hôtels 4 étoiles.

2-La presqu'île de Datça est un bon exemple de côtes turques qui n'ont pas été détériorées.

3-Des billets pas chers pour Istanbul : vous pouvez aller d'Angleterre à Istanbul pour environ 60 livres sterling.

4-Les nouveaux hôtels : les immeubles façon Las Vegas se multiplient à Antalya où l'on trouve des hôtels qui ressemblent au Kremlin ou à Topkapi mais aussi des hôtels très design.

5-La Cappadoce : si vous devez visiter un seul endroit, à part le littoral, cela doit absolument être la Cappadoce.

6-Le golf : Belek est devenu un endroit très attractif à Antalya : on y trouve 8 terrains de golf entourés de forêts et deux autres vont bientôt ouvrir.

7-De longues balades : un sentier de randonnée de 500 kilomètres mène de Perge, près d'Antalya, jusqu'à Yalvaç.

8-Les circuits organisés dans l'est du pays : à cause des activités du PKK, cette région n'avait pas connu beaucoup de touristes, mais aujourd'hui nombreux sont les touristes qui vont dans cette région exotique.

9-Du beau monde : vous pouvez passer de bons moments avec les « célébrités » de Türkbükü à Bodrum. Cet ancien village de pêche est devenu la scène des « jetsetteurs turcs ».

10-L'hôtel Mehmet Ali Aga à Datça : ce petit hôtel datant du XIXe siècle a gagné encore plus de prestige en entrant dans le groupe des hôtels Relais & Châteaux.

Look Voyages : votre partenaire des vacances réussies (Suite de la page 13)

Depuis quand dirigez-vous Look Voyages ?
Cela fait la troisième année en 2007.

Vous avez donc connu deux ans de pertes pour une année positive...

En effet, je suis arrivé le premier novembre 2004, quand l'entreprise perdait beaucoup d'argent et avec le challenge d'essayer de redresser cette entreprise. Nous avons alors établi un plan sur 3 ans : en 2005, nous avons commencé par réduire nos pertes des trois quarts, avant d'avoir un exercice 2006 bénéficiaire.

Comment avez-vous faites pour diminuer les pertes ?

Il n'y a pas de secret : je pense le premier point est de remobiliser les équipes. Look Voyages s'appuie sur des équipes très compétentes, il faut juste leur redonner l'envie de travailler, de se battre pour leur entreprise. Cela n'a pas été facile et nous avons dû passer



par deux plans sociaux, supprimant deux fois 90 personnes chez Look. Sur 400 employés, il en restait donc plus que 200 quand je suis arrivé. Il a fallu les remotiver, les remobiliser, regagner la confiance des agences de voyages – parce que nous travaillons beaucoup avec les agences de voyages – regagner la confiance de nos clients, que nous avions en grande partie perdue. Un gros travail a été fait, nous permettant de réduire nos pertes et d'augmenter le chiffre d'affaires. La deuxième année, en 2006, notre chiffre d'affaires a grimpé de 30 % par rapport à l'année précédente, nous permettant de dégager des bénéfices. Ce qu'il faut savoir, c'est que Look ne faisait plus que 100 millions d'euros de chiffre d'affaires il y a 3 ans, que nous en avons fait 150 l'an dernier et que notre objectif pour 2007 est d'atteindre les 200 millions, réussissant ainsi à doubler notre chiffre d'affaires.

200 millions, c'est pour cette année ?

Oui, c'est notre objectif pour cette année. La seule solution, pour éviter de perdre de l'argent, est de bien analyser le marché, de savoir où l'on se positionne par rapport aux concurrents et notre force est d'avoir une marque très forte par rapport à nos concurrents. La marque Look Voyages est très connue, ainsi que notre produit phare qui est les clubs Lookea. Nous comptons beaucoup sur cette notoriété pour reprendre des parts de marché à nos concurrents.

Qu'avez-vous fait comme études ? Parlez-nous un peu de votre parcours.

J'ai fait l'équivalent d'un MBA. J'ai étudié le

commerce à l'ESSEC de Paris et j'ai travaillé très tôt dans le tourisme. J'ai commencé chez Air France, d'abord aux États-Unis, puis au Canada comme directeur commercial avant d'entrer chez SAM, le leader mondial des systèmes de réservation pour les agences de voyages, où je gérais alors l'Europe du sud. J'ai ensuite participé à la création d'une agence sur Internet qui s'appelait anyway.com, agence qui vendait des billets d'avion par Internet, ce qui m'a permis de bien comprendre comment marchait Internet. Nous avons développé cette société pendant 4 ans, devenant le deuxième acteur français de vente de billets d'avion sur Internet, avant de la vendre à Expedia, le leader mondial de

la vente de tourisme sur Internet. Après, j'avais envie de passer à autre chose ; c'est pour cela que je suis venu chez Look Voyages où le défi à relever me séduisait.

Quelles sont les difficultés dans votre secteur ?

Le marché du tourisme est très cyclique et nous sommes tributaires de très nombreux événements extérieurs. Il peut s'agir d'ouragans : les Caraïbes ont subi deux ouragans coup sur coup sur le Mexique, ce qui nous a beaucoup pénalisés en dévastant un de nos clubs mexicains. D'autres catastrophes naturelles, comme un tsunami ou des tremblements de terre, ont aussi un retentissement sur notre activité. Autres événements qui nous touchent, notamment sur le bassin méditerranéen : les attentats qui peuvent faire beaucoup de mal à une destination car les clients, pendant quelques mois voire plusieurs années, ont du mal à retourner vers cette destination. Nous nous situons vraiment



dans un domaine très sensible à ces phénomènes puisqu'il suffit qu'une destination soit touchée par une catastrophe naturelle, une épidémie (on l'a vu l'an dernier avec la grippe aviaire qui n'était pas une épidémie mais une simple rumeur d'épidémie) ou par des attentats pour que, tout à coup,

cette destination perde beaucoup de clients qui vont se rabattre sur une autre destination. Il est très difficile d'arriver à jongler avec tous ces problèmes. De plus, nous prenons beaucoup de risques puisque, en tant que tour-opérateur, nous affrétons des avions, réservons des hôtels et, quand une destination voit les clients se raréfier, il nous faut trouver des solutions pour remplir nos engagements, à la fois vis-à-vis des compagnies aériennes

et vis-à-vis des hôteliers.

Et en Turquie, quels types de problème rencontrez-vous ?

Si nous avons décidé d'ouvrir un deuxième club en Turquie, c'est que nous estimons que la situation y est favorable et que nous avons une belle carte à jouer dans ce pays. Nos clients sont très satisfaits du premier Lookea turc, le Lookea Müskebi, ouvert depuis dix ans. Nous mesurons chaque semaine le taux de satisfaction de nos clients et, en moyenne, dans un Lookea, 98 % de clients se déclarent satisfaits ou très satisfaits. L'an dernier, au Lookea Müskebi, on était même un peu au-dessus et c'est donc c'est un bon produit. Voilà pourquoi nous voulons continuer notre développement en Turquie.

Vous jugez donc qu'il n'y a pas de risques en Turquie...

On court des risques partout, dès qu'on fait du business. Si l'on fait du business dans le tourisme, on en court encore plus mais, d'un autre côté, si on n'aime pas le risque, il ne faut pas travailler dans le tourisme. Il y a des risques malheureusement partout et pas plus dans un pays que dans un autre. La Turquie bénéficie toujours d'un très fort capital sympathie auprès des Français. Certes, le tourisme a connu un ralentissement l'an dernier, notamment à cause des rumeurs concernant la grippe aviaire qui ont beaucoup freiné les ventes sur la Turquie mais, cette année, d'après les chiffres des réservations et d'après également ce que l'on entend auprès de nos concurrents, l'attrait pour la Turquie a l'air de bien reprendre. Je pense que 2007



va être une bonne année pour la France et la Turquie et j'en conclus que ça va être une bonne année pour le tourisme en Turquie.

Visitez-vous toutes vos destinations ?

Sur les 26 clubs Lookea, j'en ai vu 23 et il ne m'en reste plus que 3 à voir.

C'est votre deuxième séjour en Turquie ?

Oui, c'est la deuxième fois que j'y viens. Je ne vais jamais dans un Lookea en famille l'été, j'y vais plutôt à Pâques. Comme ma femme est d'origine libanaise, l'été dernier nous devions aller comme tous les ans au Liban mais il y a eu la guerre et nous nous sommes dit que le plus proche du Liban était la Turquie et, donc, nous avons passé une semaine ici ; elle a beaucoup aimé le club Müskebi, et mes enfants aussi. Je trouve que c'est un club qui convient particulièrement aux Français

parce qu'il est près de la mer et n'est ni trop grand ni trop petit. Mes enfants ont adoré leur séjour. La restauration est d'excellente qualité, on y trouve une très bonne base nautique, un service de premier ordre et beaucoup de membres du personnel parlent français, ce qui est important pour nos clients. De plus, M. Özatacan connaît très bien les goûts de nos clients et sait s'adapter à leurs demandes, ce qui est un point primordial pour un accueil de qualité.

Vous êtes actuellement ici pour un séminaire. Quel est son objectif ?

Nous organisons des réunions avec toutes nos équipes pour leur présenter la stratégie de l'année qui vient et surtout les remercier pour tout le travail qui a été fait, comme nous le faisons chaque année depuis que j'ai mis ce système en place lors de mon arrivée chez Look il y a deux ans et demi. Les deux premières réunions ont été organisées en Tunisie et, cette année, tous sont très contents

de la faire ici. 160 personnes de chez Look s'y retrouvent, il y en a 30 qui « gardent la boutique » et certains qui, à cause d'obligations familiales, n'ont pas pu venir. Ces 160 personnes re-

présentent plus de 80 % des employés de Look Voyages. Notre programme est assez chargé : le matin a lieu une réunion de travail au cours de laquelle nous faisons le point sur la stratégie et les résultats, puis l'après-midi est consacré à des activités plus ludiques comme un rallye dans Bodrum pour que les gens apprennent à mieux se connaître puis à mieux connaître également la destination. Le dimanche, nous irons visiter le nouveau Lookea de Didim, ainsi que le site archéologique de Didim. Bien entendu, une fête est prévue, le samedi soir, pour que nos équipes se retrouvent ensemble pour fêter les bons résultats de l'année 2006.

*Propos recueillis par
Hüseyin Latif*

La Turquie : une destination incontournable



Philippe Sangouard,
Directeur commercial
chez Look voyage

Look Voyages Turquie est le spécialiste des séjours en club en Turquie, principalement à

Bodrum, avec deux clubs. La Turquie est pour nous un marché en développement et nous y avons une position de challenger. Pour Philippe Sangouard, la Turquie est d'abord une destination complète quant aux activités que propose Look Voyages. En France les types de voyages sont essentiellement : des week-ends, des circuits, des sé-

jours, des clubs, des séjours de découverte, des circuits en voiture. La Turquie, qui n'est qu'à 3 heures d'avion de la France, offre tous les thèmes de voyages. Pour les Français, elle propose un choix d'activités très important. Par ailleurs, c'est un pays avec juste une heure de décalage horaire, pas de vaccin, un accès facile, on peut donc partir vite et revenir vite. C'est devenu un produit incontournable aussi bien pour des courts que de longs séjours. De plus nos clients sont très satisfaits de l'accueil, des prestations hôtelières et de la qualité de la restauration, de la diversité, des paysages, de la mer...

Restaurant et Hôtel, en plein cœur
de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

Éphèse : une des plus célèbres ville de l'Antiquité



Éphèse, un des centres le plus importants du monde antique, a joué un rôle primordial dans les domaines de la civilisation, de la science, de la culture et de l'art tout au long de son histoire, qui remonte à 4000 avant J.C. Éphèse, porte principale entre l'Orient et l'Occident (l'Asie et l'Europe) était une cité portuaire importante. Cette position a permis à Éphèse de se développer comme le plus grand centre politique et commercial de son époque et de devenir la capitale de la province « d'Asia », à l'époque romaine.

Mais, l'importance d'Éphèse à l'époque antique ne découle pas seulement du fait qu'elle était un grand centre commercial et qu'elle était la capitale. Le plus grand temple d'Artemis fondé sur la tradition de l'ancienne déesse (Cybele) de l'Anatolie se trouve aussi à Éphèse. Ce temple est considéré comme une des sept merveilles du monde.

Comme Éphèse s'est déplacée plusieurs fois durant son histoire, ses restes s'étendent sur un vaste espace. Environ de 8 km² certaines parties. Où sont effectués des travaux de fouilles et de restauration, ouvertes aux visiteurs.

La Colline di Ayasuluk (où se trouvent la fondation la plus ancienne, datant de 3000 avant J.-C., et l'église de Saint-Jean, de la période byzantine, à laquelle le monde chrétien accorde une grande importance).

Artemission (centre religieux très important datant d'entre les IX^e et IV^e siècle avant J.-C. : Le temple d'Artemis considéré comme une des sept merveilles du monde).

Éphèse (fondations datant des époques archaïque, classique, hellénique, romaine et byzantine).

Selçuk (fondations seldjoukide et ottomane. La ville

moderne étant un centre touristique important).

Les premières excavations archéologiques à Éphèse ont été commencées par J.T. Wood en 1869 au nom du British Museum en 1904, D.G. Hogarth a continué les travaux de Wood dans le but de trouver le temple d'Artemis. Les premières fouilles autrichiennes à Éphèse, qui continuent aujourd'hui, ont été commencées par Otto Benndorf en 1895. Les travaux de l'institut Archéologique d'Autriche, interrompus par la Première et la Seconde guerres mondiales ont repris en 1994.

Crédit photos : l'office de tourisme de Turquie



Istanbul aura bientôt sa Gare-Musée byzantine



*Sühendan İlal

Istanbul se situe dans une région témoin des périodes paléolithique et néolithique. C'est une ville qui fut une capitale riche pendant les époques romaine et byzantine pendant plus de mille ans. Entourée par la mer, la ville est bâtie sur un terrain vallonné. C'est aussi une ville qui connut une vie intense en tant que capitale ottomane dès 1453. Et depuis la fondation de la République, elle est devenue la ville principale de la Turquie. La construction des lignes de métro souterraines pour subvenir aux besoins de transport des citoyens dans une ville trop peuplée a facilité le transport entre Taksim et Levent (réseau principal reliant le centre financier et la plus grande place d'Istanbul). Le réseau reliant l'aéroport et Zeytinburnu par tramway et métro souterrain a également été mis en service. Pour pouvoir faire se rejoindre ces deux réseaux, les autorités ont lancé un chantier dans l'enceinte historique byzantine. Tout au début des excavations pour le métro à Yenikapi, une grande citerne fut découverte. Les travaux furent alors arrêtés pour mener des recherches. On découvrit également les murailles byzantines de Théodose et des épaves pendant les travaux du métro menés sur le chemin menant vers le rivage de Yenikapi. On savait déjà que la ville byzantine avait un port mais on ignorait encore où il se trouvait. Ce sont les fouilles de métro qui ont révélé l'emplacement de ce port. Byzance avait utilisé les parties intérieures de la Corne d'Or en tant que port mais, avec le développement du commerce aux VI^e et VII^e siècles, la ville eut besoin d'un port de mer. On sait que durant cette période on importait des céréales d'Égypte et que le blé apporté aux ports par les navires, était ensuite conservé dans les greniers des murailles derrière le port. Il faudrait aujourd'hui démolir tous les bâtiments se trouvant à Yenikapi afin de pouvoir restaurer ces greniers et ceci paraît pour le moment impossible. Quand on a exhumé des épaves, grâce au soutien du Centre de Restauration et de



Conservation lié à l'Université d'Istanbul, les épaves ont commencé à apparaître une à une. Cet événement était assez intéressant pour nous les Stambouliotes et c'est pour cette raison que j'ai décidé de rencontrer le président du Département de Restauration et

de Conservation à l'Université d'Istanbul, le professeur Sait Basaran pour m'informer. Tous les enseignants et les étudiants du département essaient sans interruption de mettre au jour les navires coulés et ils m'ont raconté à l'aide de photos les travaux menés. Istanbul aura donc aussi un musée d'épaves. Jusqu'à nos jours, aucune épave byzantine n'avait été découverte ; ces épaves, découvertes pour la première fois, seront exposées à l'endroit même où elles furent trouvées, au sein d'un musée qui y sera construit. Ainsi, Istanbul possédera son musée, à la suite des pays nordiques et de l'Allemagne. Je suis sûre que ce musée, qui sera construit à l'intérieur du parc culturel de Yenikapi, apportera un plus à la ville d'Istanbul qui sera la capitale culturelle de l'Europe en 2010.

J'ai souhaité partager avec vous ce que j'ai appris du professeur Basaran et vous faire part de mon émotion, tellement il est difficile de trouver une œuvre en bois appartenant au passé. Ces épaves n'ayant pas de contact avec l'oxygène sous la terre, dans un environnement humide, depuis plus de mille ans, le bois parvient jusqu'à nos jours juste un peu gonflé. Treize épaves de navires furent extraites jusqu'à ce jour : deux d'entre eux sont des navires de guerre et le reste des navires marchands utilisés pour le commerce. On travaille sur six autres bateaux depuis deux ans. Ce sont les archéologues spécialistes de l'Université d'Istanbul qui procèdent à ces fouilles. Le Centre de Conservation

fait de grands efforts pour protéger les épaves afin de pouvoir les exposer au musée.

Une fois les épaves parvenues sur la terre, elles sont recouvertes de tentes et le bois est constamment arrosé avec un tuyau durant les travaux de mesure afin de l'empêcher de se dessécher. Avec l'usage de la technique de photo-mosaïque (assemblage de 500 à 600 photos) on reconstitue sur ordinateur la forme des navires.



Parmi les navires retrouvés, le navire marchand, Metro3 est un bateau profond, long de 17 à 18 mètres et large de mètres. On a aussi découvert des amphores dans certains de ces navires. On réalise ensuite des photo-modèles et des photo-dessins. À l'aide des dessins à l'échelle 1/10 et 1/100, des relevés et des coupes, les navires supportés par divers moules sont transportés vers des bassins. Il existe des bassins chauffés et couverts

pour chaque navire au sein de l'Université d'Istanbul. Les navires y sont maintenus dans l'eau jusqu'à ce que le laboratoire soit opérationnel. Quand toutes les parties en bois auront absorbé les produits chimiques de conservation, elles sècheront durant 2 à 3 mois. C'est maintenant que les opérations commencent à être critiques puisque la réunion des morceaux doit être exécutée en un seul endroit. C'est pour cette raison que le projet de Parc culturel, entrepris par la municipalité métropolitaine, qui va aussi englober les stations de métro, sera présenté au Conseil de Protection du Patrimoine. Le bâtiment du Musée d'épaves doit être terminé rapidement. La raison pour laquelle j'évoque ce sujet est que nous devrions tous adhérer à ce projet et démontrer au monde entier que nous, les Turcs, nous pouvons le réussir. Rien que de penser que les étudiants qui travaillent sur ce projet vont se spécialiser dans un vrai laboratoire, me passionne et me rend heureuse.



Fluidité, floralies, chic et élégance sont au rendez-vous de l'été 2007



Collection Sonia Rykiel

Cette saison, en matière de mini, les robes et les jupes tiennent le haut du pavé. Baby-dolls, drapés, trapèze... côté formes, on aura l'embaras du choix. Des minitailleurs en tweed aux microshorts à sequins, en passant par des robes noires très courtes, la maison Chanel donne le ton. Cet été, le mini va de pair avec l'élégance. Même tendance chez Balmain ou Alberta Ferretti qui ont fait du chic et du classique leurs mots d'ordre en présentant des minirobes drapées unies impeccables. Les créateurs ont pensé la minirobe tout en excès. Chez Emmanuel Ungaro ou Lanvin, avec des minirobes jaunes et rose vif, elles aussi très eighties. Extravagance toujours mais dans l'imprimé très psychédélique chez Chloé ou Gucci. Inscrit dans une époque qui demande poésie et rêverie, pour Christian Lacroix, le long côtoie le court, les fleurs sont partout. Robe-bustier vaporeuse d'un rouge ardent, robe du soir princière ou chic, petite robe marine à pois blancs... Les boléros se gonflent, les robes se drapent ou se

plissent. Chez Jean-Paul Gaultier, l'ambiance est plutôt monacale. Capuches, chasubles, blanc immaculé, bleu céleste et motifs pieux, tout ramène sur un ton impertinent, et avec un brin d'humour, au spirituel. Ses créatures célestes flânent en spartiates plates ou haut perchées, protégées par de longs voiles dorés. Marc Jacobs pour Louis Vuitton propose une collection champêtre avec des teintes pastel, fanées et des froufrous à volonté. Fortement inspiré par le Japon, John Galiano opte pour des tons éclatants, l'allure des geishas chaussées de socques se modernise, les manches des kimonos s'exposent. Les robes volumineuses reprennent encore plus d'ampleur, notamment avec ces pliages japonais et des effets gonflants. Chez Chloé, on note une prédominance des bruns, beiges, marine, saumon, violets et chair. Les formes des robes jouent sur les années seventies, les robes-tuniques Empire sont présentées avec des galons en patchwork, crochet ou à deux tons, café et pistache, avec col surligné de bronze.



Collection Sonia Rykiel

Les écoles francophones d'Istanbul unies par « Ici & Là-Bas »



le sujet du Japon. Cette année, les écoles Pierre Loti, Saint-Benoît, Notre Dame de Sion, Saint-Michel, Saint-Pulchérie, Galatasaray, ainsi que l'université du même nom, collaborent autour du thème de « l'Italie ».

En partenariat avec l'Institut Italien, Ici & Là-Bas organise une dizaine d'événements : en avril notamment le comédien Julien Bal a travaillé avec les artistes de Semaver, la compagnie théâtrale d'Işıl Kasapoğlu, afin de monter un spectacle de commedia dell'arte franco-turc ; le 12 avril, lors d'un carnaval fêtant la Méditerranée auquel 350 enfants ont participé, l'avenue d'Istiklal a été emplie de petits Arlequins, Mona Lisa, gondoliers, Venus de Botticelli et autres fruits de mer. En mai, cinq manifestations s'adresseront à nouveau au grand public (voir ci-dessous). www.ici-et-la-bas.com

Pour la première fois, des centaines d'élèves et de professeurs des différentes écoles francophones d'Istanbul se fédèrent durablement autour de projets communs. En 2005, les enseignants à l'origine de cette démarche ont créé le collectif Ici & Là-Bas qui, grâce au parrainage de l'Association (turque) pour le Développement de l'Enfant, organise des actions promouvant la francophonie de manière innovatrice et interculturelle.

Après le Japon, l'Italie

En 2006, les travaux s'étaient concentrés sur



Les événements « Ici & Là-Bas - l'Italie » de mai (entrée gratuite)

- 15/05 (soirée) : Représentation de « Pupi », marionnettes siciliennes traditionnelles (Casa d'Italia - Institut Italien)
- 16 et 23/05 (14h30) : Présentation de contes italiens en français par David Brosset (Médiathèque de l'Institut français)
- 16-25/05 : Exposition de costumes de carnaval, affiches, exposés et films d'animations réalisés par les élèves des écoles (Lycée Notre Dame de Sion)
- 24/05 (20h) : Pièce de théâtre de Pirandello, « L'Homme à la Fleur - à la Sortie », par l'Atelier Francophone de Théâtre Universitaire d'Istanbul (Lycée Notre Dame de Sion), suivi d'un cocktail
- 29/05 (20h) : « Chansons et Madrigaux pour la Sublime Porte » par l'Ensemble Douce Mémoire, célèbre quartet français de musique renaissance et baroque (Casa d'Italia - Institut Italien), précédé d'un cocktail

Le Prix de Turquie

Une première en France : le Prix de Turquie donnant lieu à un tiercé, quarté, quinté national ! Soleil radieux pour le Prix de Turquie le samedi 14 avril à l'hippodrome de Paris-Vincennes.

La course de trot attelé était superbe, les chevaux brillaient... Le numéro 18 a remporté la course avec brio.

Le jockey s'est vu offrir un voyage au Club Teos à Izmir sur la magnifique côte égéenne par notre partenaire Marmara.



Hidrellez

La fête traditionnelle célébrant le printemps se déroulera le 5 mai dans le quartier de la vieille Istanbul : Sultan Ahmed. L'occasion d'écouter de la musique populaire, l'espace d'une soirée dans les rues de ce quartier historique de la ville, décoré pour cet événement.

Tel: 0 212 455 4 455



INSTITUT
FRANÇAIS
d'ANKARA
FRANSIZ
KÜLTÜR
MERKEZI

ART
CONTEMPORAİN
À l'Ambassade de France
Du 3 mai au 1er juillet 2007
Ankara - TURQUIE

Événement unique en Turquie organisé par l'Institut français d'Ankara. Fruit d'une sélection rigoureuse d'artistes, cette exposition « *QUINETTE* » offre une approche diverse de la création contemporaine.

Daniel Buren, Jean-Michel Othoniel, Alain Séchas, Marc Couturier et Jean-Pierre Raynaud font partie des artistes les plus renommés, tant en France que sur la scène artistique internationale. Chacune de leurs expositions suscite l'événement.

Avec leurs œuvres récentes ou créées pour l'occasion, les artistes s'approprient l'identité du lieu et investissent les salons et jardins de l'ambassade pour dialoguer avec l'architecture d'Albert Laprade.

Exposition d'Hüseyin Abil : « VAGUES DE RECUP' »

Institut Français d'Istanbul

Une exposition hors du commun de Hüseyin Abil, dont le travail consiste en une interrogation artistique sur la dégradation de notre environnement. Cette exposition nous invite à nous poser des questions à travers des masques créés à



partir de déchets récupérés par l'artiste aux abords d'Istanbul, là où la mer abandonne une multitude de matériaux. Recomposés en masques vaudous « premiers », voilà que leur regard se retourne et se pose sur nous. Les masques alors nous questionnent : devons-nous revenir à l'animisme des origines pour nous protéger des démons d'aujourd'hui ? protéger des démons d'aujourd'hui ?

Aujourd'hui
la Turquie

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?

Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Les investisseurs étrangers dans le secteur bancaire turc



*Selda Atik

Hausse de bénéfices dans le secteur

Les profits du secteur bancaire turc ont augmenté de 92,5 % en 2006 par rapport à l'an 2005. Le montant de ces profits, 5,97 milliards de nouvelles livres turques, TRY, en 2005 après taxes était de 11,48 TRY en 2006. On peut en tirer deux importantes conclusions : la première, c'est que le secteur ayant subi une sérieuse secousse en 2001 est sur la voie de se remettre et la seconde : le secteur a un long chemin à parcourir afin de pouvoir se conformer à l'échelle mondiale. Le plus fort indicateur accentuant la force actuelle des banques est l'importance des liquidités : leur montant, qui était de 3,4 milliards de dollars en 2002, a dépassé 30 milliards de dollars en 2006. Toutefois, si la dimension du secteur bancaire dans pratiquement tous les pays européens est environ deux fois plus grande que le revenu national du pays, ce taux en Turquie est encore au-dessous de 90 % du revenu national.

Le nombre de banques a diminué

Le nombre de banques étant de 81 en l'an 2000 est actuellement de 46. Et seulement 5 grandes banques parmi ces 46 sont au premier plan au point de vue crédits et dépôts. Ces 5 banques du secteur avaient accordé 48 % du crédit total en 2000 et ce taux a atteint 60 % à la fin de 2006. En ce qui concerne les dépôts, le taux des dépôts de ces 5 banques était de 51 % en 2000 et a atteint 64 % en 2006.

La part des étrangers dans le secteur en hausse

L'un des développements récents et importants dans le secteur est l'augmentation de la part des étrangers. Ce fait n'est pas entièrement nouveau puisque, si l'on peut parler de la présence du capital étranger de façon périodique depuis les dernières périodes de l'Empire ottoman, son ampleur fut cependant différente. On peut affirmer que le secteur entra dans un processus progressif après la crise financière de 2001 avec l'achat de Demirbank par HSBC, banque à capital anglais. À ce point, ce qui est important n'est pas ce changement, conséquence normale du système économique global,

mais c'est la stratégie suivie : HSBC, qui opérait avant la cession avec seulement quelques succursales, a suivi une nouvelle stratégie après cession pour appliquer un nouveau système débiteur orienté vers le marché général. Cette stratégie est aussi adoptée par toutes les banques ayant nouvellement intégré le secteur. Du

point de vue de la propriété bancaire, la répartition des banques locales privées, publiques et étrangères en 2006 est successivement 55,8 %, 31,1 % et 13,1 %.

La raison de l'intérêt des étrangers

Les raisons de l'intérêt croissant des étrangers sont diverses, la principale étant la haute rentabilité et le potentiel de développement dans le secteur. Vu les données de profits de l'année 2006, les étrangers ne

se trompent pas entièrement. Ces grands acteurs du Vieux Continent ayant des difficultés pour s'agrandir mais bien obligés de grandir pour continuer leur existence, se sont tournés vers des marchés en développement tel celui de la Turquie. Les marchés à potentiel de développement sont la seule solution pour les banques géantes qui ne peuvent plus grandir et qui risquent de devenir la proie des autres. Ces grands acteurs concurrents et à structure oligopolistique se poursuivent et c'est pour cette raison qu'il n'est pas difficile de prédire la croissance de la part des étrangers. D'autre part, le rétrécissement du secteur bancaire turc et la diminution de la résistance du secteur à la rivalité ont poussé les banques turques à considérer les propositions venant de ces grands acteurs.

Où est la limite de risque ?

La part des étrangers, qui n'est pas vraiment importante du point de vue des taux, est la même dans d'autres marchés croissant. Ce taux était de 96,2 % en République tchèque en 2005, 87,1 % en Hongrie, 70 % en Pologne. Mais ce qui importe, ce ne sont pas les taux mais les stratégies que les étrangers suivent au sein du secteur. Il faut considérer la règle du marché supposant que « une banque avec une participation étrangère de moins de 50 % n'est pas une banque étrangère » en tenant compte des processus d'opération des banques. Il va falloir être plus réaliste si c'est toujours le petit associé qui a le dernier mot aux conseils d'administration des banques comme c'est le cas chez nous. Malgré la détermination du

nombre d'actions de l'associé étranger en Turquie à 13,1 %, les étrangers n'ont seulement pas de droits à Is Bankasi, Ziraat Bankasi, Halkbank, Anadolubank, Tekstilbank et Vakiflar Bankasi. En dehors de ces banques, on constate que les étrangers sont déterminants. Un autre secteur sensible est

le système de « construction de marché » pratiqué depuis l'an 2002 et le système est assez important du point de vue des taux d'endettement du Trésor. D'après ce système, on accorde des privilèges à certaines banques élues selon certains critères (montant suffisant du capital, qualité des actifs) pour la vente des obligations d'endettement du gouvernement. L'augmentation de la part des banques étrangères en pratique, une sensibilité politique ou bien une augmentation qui pourrait survenir dans les balances macro peuvent causer une augmentation rapide des intérêts du marché et entraîner le retrait des étrangers.

L'idée directrice de cet article ne doit pas être comprise comme une prise de position contre le capital étranger, son augmentation et pour l'existence d'une réglementation pour les tenir en échec. On doit considérer ce sujet à long terme et avec de plus grandes perspectives pour le futur du secteur qui se développe rapidement et qui a une influence en ce qui concerne les balances macro. Autrement dit, le capital étranger est nécessaire et inévitable mais, si tout va mal, a-t-on un plan B ?

Leur montant, qui était de 3,4 milliards de dollars en 2002, a dépassé 30 milliards de dollars en 2006.



*Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Hacettepe

Insuffisance d'énergie en vue : il faut prendre des mesures !...



*Aykut Küçükakaya

Si la Turquie ne prend pas les mesures nécessaires, elle ne va pas pouvoir répondre aux demandes d'électricité aux heures de plus grande consommation des mois d'été en 2008 et le pays va connaître un déficit dans l'offre à partir de 2009. Ce constat a été fait par le « Groupe de Travail sur la Sûreté de l'Offre d'Électricité en Turquie » en association avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie et de la Banque mondiale. Nous avons examiné pour vous les conclusions de ce

groupe de travail auquel les médias en Turquie ne s'intéressent que peu. Durant cette réunion, organisée à Ankara au mois de février 2007, les responsables de l'énergie et les représentants du secteur privé se sont mis d'accord sur le fait « qu'il y a un déficit d'énergie en vue et qu'il faut prendre des mesures ». Les experts ont annoncé que la demande d'électricité va atteindre les 300 milliards de kWh, en prenant en compte la tendance actuelle et en considérant que l'économie connaîtrait une croissance de 6 % par an. Les experts ont aussi souligné fortement le fait que la Turquie va devoir faire face à un sérieux déficit dans l'offre d'énergie en 2009 et que, si l'on ne prend pas de mesures, le pays se trouvera confronté à un manque de 40 milliards de kWh en 2012. La déclaration du ministre de l'Énergie, qui pense qu'il va y avoir des déficits dans l'offre d'électricité dans les heures de pointe de l'été 2008 et que l'on risque de voir un déficit global dans l'offre d'électricité à partir de 2009, a été le point le plus important du

Selon les experts, avec un rythme de croissance annuelle de l'ordre de 6 %, la Turquie va devoir faire face à un sérieux déficit dans l'offre d'énergie, une solution proposée par le ministère étant la création de centrales nucléaires !...

groupe de travail. Le ministre affirme que « l'organisation nationale doit être plus nette, [...] qu'il faut mettre en place des plans à court et long termes, [...] que les centrales publiques doivent passer par une réhabilitation [...] et que la probable privatisation de l'électricité doit être discutée ». Une solution proposée par le ministère étant la création de centrales nucléaires !... TEDAS estime que la consommation d'électricité, qui était de 174 milliards de kWh l'année dernière,

va s'élever à 187 milliards de kWh cette année. D'après ces calculs, la Turquie a besoin de 12 à 13 milliards de kWh en plus chaque année. Alors que la Turquie a une consommation moyenne de 2 200 kWh par an et par personne, la moyenne de l'UE est de 7 à 8 000 kWh. 48 % de la consommation nette de l'électricité en Turquie sont consommés par les industries et 5,5 à 6 % des 174 milliards de kWh consommés sont des pertes techniques. La fraude à la consommation d'électricité s'estime à 14,5 milliards de kWh. Si l'on arrive à empêcher

avec efficacité les fraudes, la Turquie arrivera à économiser au moins 5,5 milliards de kWh. Propositions à court et à moyen termes...

Voici les propositions du groupe de travail pour combler le déficit de l'offre d'énergie en Turquie :

- Encourager la consommation active d'électricité, surtout dans l'industrie.
- Déterminer une date précise pour la privatisation de la distribution.
- Lutter contre les fraudes et diminuer les pertes qui ne sont pas techniques.
- Réorganiser le système de tarification et déterminer les tarifs sur le marché libre.
- Obtenir un meilleur rendement de production.
- Former un plan stratégique du public.
- Éclaircir le débat sur les centrales nucléaires.
- Réhabiliter les centrales publiques actuelles.
- Faire des investissements à long terme.
- Privatiser la production et la distribution.
- Continuer l'application de la DUY (Direction de la Pondération et de la Conciliation).
- Faire des appels d'offres compétitives pour de nouvelles capacités.
- Encourager l'investissement sur le secteur privé.

*Aykut Küçükakaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet



TGV : l'excellence française dans le secteur ferroviaire

(Suite de la page 5)

qui est le fruit du développement constant de nouvelles technologies mais aussi de plus d'un quart de siècle d'expérience. Le programme de « l'excellence française de la très grande vitesse ferroviaire » va ainsi définir le transport à grande vitesse des années à venir et permettre à la France de conserver son leadership mondial dans ce secteur. Les quatre axes principaux de ce programme sont : la vie à bord, la sécurité et la performance, le voyage et l'environnement. Pour ce qui de la prise en compte de l'environnement, le TGV est le seul moyen de transport à longue distance ne faisant pas appel aux énergies fossiles, donc ne générant aucune émanation de CO₂. Concernant la sécurité des voyageurs, le programme met en place une surveillance qui contrôle à grande vitesse les infrastructures en circulant à 320 km/h. Et enfin, pour que le voyage devienne un moment de relaxation et de confort, Alstom et la SNCF travaillent conjointement sur le design intérieur, l'optimisation de l'espace, le confort postural et le confort de roulement. Soulignons que cette exploitation du réseau ferroviaire à grande vitesse permet un désenclavement des territoires et joue un rôle majeur dans les mutations géographiques et économiques de

la France. En desservant plus de 150 gares en France et une trentaine de gares en Europe, le TGV a permis l'intensification des échanges économiques tout en modifiant nos repères temporels et géographiques. J'ai été fascinée par ce nouveau record de vitesse de ce mode de transport moderne, sûr et, de surcroît, de plus en plus rapide. J'en sais quelque chose puisque, durant de nombreuses années j'ai voyagé très régulièrement en TGV. Cet exploit, réalisé au beau milieu de la campagne pour l'élection présidentielle, n'est pas simplement une question de chiffres mais il doit être une source de réconfort et d'optimisme pour tous les Français qui semblent stagner, depuis des années, dans une incertitude morose. La France ne va pas aussi mal qu'on cherche à nous le faire croire. Reste maintenant à commercialiser ce beau bijou et, pour cela, il faut peut-être considérer nos partenaires à leur juste valeur et surtout replacer l'intérêt de la France avant les intérêts communautaires, ce qui permettra l'établissement de nouveaux contacts et l'ouverture de nouveaux marchés.

*Mireille Sadège, journaliste,
Docteur en histoire des relations internationales

La Fondation Çelik Gülersoy et Safranbolu



En hommage au regretté Çelik Gülersoy qui a consacré sa vie aux travaux de restauration d'architecture et culturels de la ville de Safranbolu, et dans l'objectif de poursuivre ses œuvres, le **Dr Arhan Apak**, président

de la Fondation Çelik Gülersoy, souhaite acquérir deux Konaks (hôtels privés) afin d'empêcher la destruction de ces monuments historiques et d'améliorer et sauvegarder le patrimoine historique de la ville.

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ____ / ____ / ____ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (no de succursale : 0217-0 Moda İstanbul no de compte en euros : 3005115; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais

no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@alaturque.com

alt 25

La perception de l'enjeu turc à travers les enquêtes d'opinion publique

Comment évoluent les sondages d'opinion publique en France face à l'adhésion de la Turquie à l'UE ? Le 26 mars, l'Ifri, en coopération avec la Fondation Friedrich Ebert et la Tüsiad, ont organisé une conférence sur ce sujet. Bruno Cautrès, chercheur au centre de recherche politique de sciences politique de Paris y a analysé l'évolution de ces sondages.

Les enquêtes Eurobaromètre de la Commission ont été lancées en 1973 mais les premières enquêtes d'opinion concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE n'apparaissent qu'à la fin des années 80, avec la candidature de la Turquie à la CEE en avril 1987. L'entrée en vigueur de l'union douanière entre la Turquie et la CEE en 1995-96 n'a pas semblé faire apparaître d'enjeu spécifique. Aucune enquête d'opinion n'accorde alors une place importante à cet événement, y compris celle d'Eurobaromètre. Le Conseil d'Helsinki en 1999, qui reconnaît à la Turquie le statut de pays candidat à l'adhésion, marque un tournant dans les relations turco-européennes. La Turquie fait désormais partie des pays candidats qui figurent dans les listes d'Eurobaromètre et cristallise des débats publics souvent dans un registre assez passionnel. L'année 2002 a marqué un tournant important dans la médiatisation de l'enjeu turc sous l'effet de la conjugaison de 3 événements qui se sont cumulés : il s'agit des déclarations de Giscard d'Estaing, à l'époque président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, avançant le caractère non européen de la Turquie, de la victoire du parti AKP aux élections législatives de novembre et la formation d'un gouvernement qualifié d'islamiste modéré par les médias européens, et enfin, du Conseil européen de décembre 2002 qui repoussa la décision d'ouverture des négociations au Sommet européen de décembre 2004.

De 1999 à 2002, des enquêtes ont mesuré l'opinion des Européens sur l'élargissement de l'UE en général et la Turquie apparaissait comme l'un des pays candidats parmi les autres. Mais à partir de 2002, la question turque s'est trouvée dissociée de celle de l'élargissement et l'on assista à l'augmentation du nombre de sondages portant spécifiquement sur la candidature de la Turquie, aussi bien en France qu'ailleurs en Europe. Puis la campagne référendaire en France en 2005 a permis à certaines forces politiques de réactiver la question de l'adhésion turque auprès de l'opinion française. Incontestablement, de 2002 à 2005, on assista à un mouvement de cristallisation de l'opinion publique au sujet de l'adhésion de la Turquie à l'UE aussi bien en France que dans l'UE. On parle alors de cristallisation car on passe d'une logique d'opinion pas très bien informée qui considère le problème de loin à quelque chose qui se durcit graduellement et qui répond progressivement à des logiques sociale et politique.

La logique des opinions publiques

Lorsque la question de l'adhésion de la Turquie est abordée par Eurobaromètre dans

les sondages des années 80, les Européens expriment une assez large indifférence face à cette question. Ainsi, plus de la moitié des Britanniques et des Espagnols et plus d'un tiers des Français et des Allemands se déclarent indifférents ou sans opinion. En 2005, ce pourcentage d'indifférence ne se situe plus qu'entre 10 % et 12 %. En revanche, on constate une stabilité des opinions de la majorité des Européens, ceux qui manifestent une forte réticence, voire une hostilité, à la candidature turque, même s'il y a une forte variation selon les pays. Concernant les enquêtes d'opinion, aucun sondage n'a enregistré de résultat positif pour l'entrée de la Turquie dans l'UE entre 2002 et 2005. En 2005, plus d'un Européen sur deux se déclarait défavorable à l'entrée de la Turquie. Et le soutien est ensuite tombé à son niveau le plus faible, environ un tiers de l'opinion publique tous pays d'Europe confondus.

Les éléments pouvant expliquer cette opposition

On peut énumérer trois facteurs : d'abord une forte présence des populations turques et kurdes dans certains pays européens comme l'Allemagne et la crainte de leur renforcement par une immigration résultant de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Ensuite, la perception de l'islam en Europe depuis septembre 2001 dans un contexte international difficile. Et enfin, les contentieux d'ordre territorial, notamment avec des pays comme Chypre ou la Grèce. Ainsi, les effets conjoints de ces différents éléments et un déficit d'image peuvent expliquer cette opposition de l'opinion publique.

Qu'y a-t-il derrière ces rejets ?

La grande diversité des opinions sur la Turquie en Europe. Autrement dit, il n'y a pas d'homogénéité concernant l'adhésion de la Turquie. En fait, la conditionnalité de l'adhésion est un paravent couvrant d'autres raisons : ainsi, l'appartenance de la Turquie à l'UE de par sa géographie est un facteur déterminant. En effet, la première crainte des Européens est liée au principe même de la Turquie comme appartenant ou non à l'Europe. La seconde dimension est relative aux différences culturelles et à la question de l'immigration. Troisième dimension : ce n'est pas dans les pays « eurosceptiques » que l'on constate le plus d'opposition à l'adhésion de la Turquie à l'UE, comme on le voit en Suède et en Grande-Bretagne. Et enfin, l'ensemble des 25 pays se divise en deux blocs, les nouveaux pays étant beaucoup plus favorables que les anciens membres et, parmi ces derniers, la France et l'Allemagne occupant une place de choix pour les opinions défavorables.

dışsayfa

une nouvelle page

consacrée à la

politique internationale

www.dissayfa.com

0-212-2193176/77

L'extrême droite française et l'identité nationale



*Garip Turunç

Née en réaction à la Révolution de 1789, l'extrême droite française, au fil de son histoire, s'est nourrie de différents courants : contre-révolutionnaire, populisme, fascisme. Discréditée après Vichy, elle profite des drames de la décolonisation avant de trouver – en associant les termes immigration et identité nationale – une assise électorale depuis les années quatre-vingt. Nicolas Sarkozy, en déclarant vouloir créer un « *ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale* », ne fait que ressusciter la rhétorique chère à cette droite extrême, et ce, depuis plus de deux siècles. La Révolution française a produit deux droites : l'une libérale, ancrée dans les Lumières, accepta 1789 ; l'autre droite, extrême ou absolue, s'y opposa et regarda la Nation non comme une communauté de citoyens mais comme un corps, comme une famille. Dans les années 1880, une deuxième source historique de l'extrême droite française apparaît, la droite populiste, avec les deux mouvements qui la caractérisent : l'antisémitisme et le boulangisme. Le premier a été lancé par Édouard Drumont. Par son ouvrage « *France juive* », un best-seller de l'époque, il persuada un nombre important de Français que leurs maux venaient de « *l'invasion juive* ». Le second, lui, est plus explosif et plus fugitif ; il rassemble les adversaires de la République aussi bien dans les cantons ruraux que dans les villes ouvrières. Son dirigeant, Henri Rochefort, un ancien communal, réclama, en 1888, l'expulsion de 500 000 Italiens travaillant en France. Le lepénisme, dans la France d'aujourd'hui, s'inscrit dans cette filiation historique. Ce que dit Le Pen, c'est ce que disait, plus d'un siècle avant lui, Édouard Drumont ou Henri Rochefort. Ce que dit Le Pen, c'est ce que Vichy a dit en 1940. Le principe est toujours

le même : la citoyenneté est une fiction légale ; appartenir à la communauté nationale française est une question d'histoire, de culture, parfois même d'ethnie, de religion. Le Front national, dès le milieu des années 1980, inspiré par les penseurs de « l'ancienne » et de la nouvelle droite, venait alors d'ériger en cheval de bataille la défense de l'identité française menacée. Le RPR et Valéry Giscard d'Estaing lui emboîtèrent le pas en prônant une réforme du Code de la nationalité directement inspirée par Jean-Marie Le Pen. Déjà, la rhétorique de l'extrême droite visait à substituer aux analyses économique et sociale des difficultés d'intégration des immigrés, une grille identitaire et religieuse. C'est l'époque où le député (UDF) Alain Griotteray proclamait l'inassimilabilité des « *immigrés musulmans* » et où Le Figaro magazine se demandait : « *Serons-nous encore français dans trente ans ?* » En entonnant la trompette

de « l'immigration - identité nationale », Nicolas Sarkozy ne fait que renouer avec cette tentation politique qui avait saisi la droite française, il y a une vingtaine d'années.

de « l'immigration - identité nationale », Nicolas Sarkozy ne fait que renouer avec cette tentation politique qui avait saisi la droite française, dans son ensemble, il y a une vingtaine d'années. L'association de ces termes donne de cette dernière une vision qui renvoie les immigrés à leur statut d'étranger. Et ce n'est pas un hasard si le candidat continue à faire l'éloge de « *la France éternelle* », celle dont les étrangers sont par définition exclus et cherche à justifier ce choix lexicologique : « *Ce terme porte en soi l'idée que la France doit réaffirmer son identité, que si l'on vient en France, on doit l'aimer, respecter ses valeurs, et savoir parler français* », précise-t-il. Oubliant que parler français est déjà une obligation pour l'obtention d'une carte de résident. Le président de l'UMP veut en faire une condition a priori du droit

au regroupement familial. La mère de Zidane ou les ancêtres de ... M. Sarkozy parlaient-ils français à leur arrivée en France ?

La nouvelle antienne du ministre candidat, au lieu de souder la société, la scinde : entre ceux qui sont « *comme il faut* » et ceux qui doivent nier « *ce qu'ils sont* » pour être acceptés, entre les « *Français de souche* » et les autres, ceux-ci n'étant, aux yeux de certains, que des Français de catégorie inférieure. Une telle approche, loin d'assurer la cohésion et de sauver les acquis des Français, sert à occulter la crise majeure que traverse aujourd'hui notre société ; une crise où sa capacité à constituer un lieu d'ancrage des identités individuelles est en jeu.

Comment créer un lien social entre divers groupes qui s'émancipent de la tutelle assimilationniste de l'État et qui invoquent la multiplicité d'appartenance tout en réclamant leur

identité française ? La question s'applique tout aussi bien aux Bretons, aux Corses, aux Basques, aux juifs qui voudraient l'acceptation par la société de leur identité particulière. Et ils appellent celle-ci, au nom de ses propres valeurs, à se reformer. L'identité française (et celle de l'Europe) n'est pas seulement la résultante du triple héritage (romain, grec, chrétien), mais aussi un projet capable de rassembler au-delà d'elle-même. Ce qui « *n'appartient pas* » à la France (et à l'Europe) est aussi, d'une façon ou d'une autre, « *venu* » à elle (notamment par l'immigration, hier comme aujourd'hui) – et donc lui « *appartient* », au moins en partie. Les populations française et anglaise sont nées d'un métissage des peuples autochtones, de gens venus d'ailleurs et d'envahisseurs. Ces différents groupes ethniques n'étaient certain-

nement pas définis par des caractères raciaux transmis par le sang, mais par une langue, par des coutumes, par des modèles locaux liés à leur histoire.

Le métissage porte un certain type de connaissances à franchir les frontières. Il aide au chevauchement des valeurs et au « *patchwork des identités* ». Il nous éloigne des autels impurs du nationalisme et des races, il nous presse de penser par-delà les frontières, il nous rappelle le métis qui est en nous-même. Il engendre des conflits dont l'effet de trouble est aussi une force de transformation et de mise en cause (Je dois préciser, cependant, qu'avec ma triple appartenance, je n'ai jamais eu à adopter de nouvelles valeurs qui soient entrées en conflit avec d'anciennes, à croire que les vraies valeurs sont apatrides. Non, je ne souffre pas d'« *acculturation* » lorsque j'entends dire qu'un pays c'est « *comme une entreprise, les mauvais éléments, on les vire* », lorsque je constate, de mes propres yeux que, sur fond blanc, le noir est toujours une cible).

Tenter de cerner le sens de ce que pourrait signifier une « *identité* » doit nous permettre d'appréhender donc notre passé en tenant compte de nos particularismes de manière critique et ouverte pour parvenir à assumer une identité commune s'adaptant aux évolutions de notre société et du monde. Nous référant à la formule nietzschéenne « *deviens ce que tu es* », nous devons chercher notre identité commune dans la finalité que nous donnons de notre appartenance à la France (et à l'Europe). Autrement dit, à nous retrouver nous-mêmes dans un projet d'avenir nous réunissant et nous identifiant. C'est dans cette approche d'identité métissée que la classe politique française doit se reconnaître pour combattre l'extrême droite et générer ainsi un futur permettant de ne pas régresser dans le pire du passé.

*Garip Turunç

Maitre de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV
Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul
Bordeaux, le mardi 9 janvier 2007

L'élargissement : un formidable facteur de diffusion ... (Suite de la page 1)

nous donnent beaucoup de mal et il va nous falloir du temps...

Les médias jouent un rôle important dans la formation de l'opinion publique européenne. Quelle est alors votre stratégie de communication à leur égard ?

Vu l'importance des médias en Europe, nous essayons de dialoguer avec un maximum de personnes de ces médias, notamment des hauts responsables. Car, lorsqu'ils ont découvert notre pays, leur opinion évolue positivement à l'égard de Turquie. Il faut bien savoir que la plupart d'entre eux se font une idée de la Turquie d'après ce qu'ils ont entendu, et non pas réellement vu. En fait, ils considèrent la Turquie comme le prolongement des situations qu'ils vivent en Europe au contact des immigrés turcs. Par exemple, pour les Français, les Turcs sont assimilés à des populations arabes vivant en France, du fait qu'ils ont la même religion. Aussi, lorsqu'ils arrivent en Turquie et qu'ils y découvrent des perspectives différentes, il nous est plus facile de corriger leurs préjugés injustes sur notre pays.

Avez-vous une stratégie de communication globale ou plutôt adaptée à chaque pays ?

Depuis sa création, la Tüsiad s'est comportée davantage comme une société civile que comme une association du patronat.

Nous essayons d'adopter une stratégie adaptée à chaque pays, notre premier souci étant que nos représentants chargés de la communication puissent s'exprimer dans la langue du pays auprès duquel ils doivent travailler. En effet, savoir parler aux gens dans leur langue reste un atout majeur. Ensuite, nous essayons d'adapter les profils de nos chargés de communications aux problèmes auxquels ils seront confrontés : sociaux, politiques ou encore culturels.

Vous êtes représentante du patronat turc, équivalent du Medef français ; comment expliquez-vous ces efforts de la Tüsiad pour l'image de la Turquie ?

La Tüsiad a eu un rôle important dans le développement économique et la démocratisation de la Turquie. Nous pouvons dire que, depuis sa création, la Tüsiad, avec ses 540 membres, s'est comportée davantage comme une société civile que comme une association du patronat. Elle contribue activement à l'évolution sociale, économique, culturelle et politique du pays et, dans cet objectif, ses experts élaborent des rapports dont les conclusions sont partagées par les décideurs et l'opinion publique. Communiquer pour améliorer l'image de

la Turquie à l'étranger faisait partie intégrante de nos missions, notamment en ce qui concerne le processus d'intégration de la Turquie à l'UE. Ainsi, pour la Tüsiad, la communication et le dialogue civil font partie de notre mission et nous nous y consacrons de notre mieux.

Pour finir, êtes-vous optimiste quant à l'issue des négociations avec l'UE ?

Les Turcs doivent considérer ces réformes d'abord pour eux-mêmes et non dans le seul but d'intégrer l'UE. Pour la Tüsiad, le processus d'intégration à l'UE est très important car il a permis une formidable prise de conscience de la nécessité d'entreprendre les réformes dont notre pays a profondément besoin. Ainsi, l'ouverture des négociations est une très bonne chose pour la Turquie. Notre pays a toujours regardé vers l'Ouest et, à votre question, je répondrai que je suis plus réaliste qu'optimiste, car je connais l'hostilité et les peurs de l'opinion publique européenne face à l'entrée de la Turquie dans l'UE mais je suis convaincue qu'avec le temps, nous allons dissiper malentendus et préjugés. Rappelons que l'adhésion de

la Turquie à l'UE est un processus long et que la question ne sera pas posée dans la configuration actuelle car, durant ce processus, qui va durer de 10 à 15 ans, les deux acteurs (l'UE et la Turquie) auront forcément beaucoup évolué dans les domaines économique, politique et social, ce qui créera de nouvelles perspectives.

Je rappellerai que pour la Tüsiad, l'élargissement de l'UE ne va pas à l'encontre d'une intégration européenne ; bien au contraire, c'est un complément nécessaire et un facteur d'enrichissement et de diversité.

Par ailleurs, il ne faut pas considérer les nouveaux pays membres et les candidats à l'adhésion comme désireux de partager la richesse et la prospérité

de l'Union. C'est ce qui ressort, en tout cas, de nombreux rapports de la Commission et d'organismes indépendants étudiant les conséquences de l'élargissement sur la situation économique de l'UE. À l'heure actuelle l'élargissement est avant tout un formidable facteur de diffusion des valeurs européennes.

Propos recueillis par
Mireille Sadège



L'humanité et les évolutions sociologiques

Nous avons rencontré le professeur Ünsal Oskay, un des plus importants sociologues de Turquie et, en même temps, universitaire à l'Université de Beykent dont il est le doyen de la faculté des Beaux-Arts. Lorsque nous avons voulu parler globalement de l'histoire humaine, nous avons, bien sûr, évoqué le socialisme et son échec. Mais également les révolutions et la jeunesse.



Le socialisme a échoué, est-ce parce qu'il n'est pas dans la nature humaine ?

Les révolutions russe et chinoise sont parmi les plus importants événements de l'histoire humaine, tout comme la guerre d'indépendance des Etats-Unis et il faut s'en souvenir avec respect. Ces révolutions, même si elles ont eu une fin décevante, étaient d'importantes épreuves entreprises pour fonder une existence différente. L'affirmation selon laquelle le socialisme serait contre la nature humaine et que c'est pour cette raison qu'il a failli est entièrement fautive. Tout ce qui est conçu en tant que nature humaine fait en réalité partie d'un passé de 10 000 à 15 000 ans. Avant cette période, l'homme n'était pas ainsi. Tuer un homme ou faire la guerre était considéré dans toutes les communautés pri-

mitives comme la dernière des pensées. Par exemple, même si les tribus étaient ennemies, si une tribu faisait du mal à un membre d'une autre tribu, comme faire tomber celui-ci dans un piège à lion dressé par l'autre et lui causer une fracture, il n'y avait pas de combat. Les deux parties se réunissaient pour parler des dédommagements. La fracture avait-elle empêché le blessé d'aller à la chasse pendant un mois ? On décidait alors d'accorder à celui-ci trois peaux de chèvre, cinq gazelles, et une peau d'ours pour mettre fin à l'incident.

D'ailleurs, il n'est pas possible d'appliquer le socialisme au-delà d'une histoire humaine remontant à 15 000 ans. Lorsque l'on décide de mettre en place le socialisme, à quel type d'hommes fait-on face ? À des hommes venus de la Russie tsariste, produits d'une histoire de 15 000 ans, donc des hommes jaloux, envieux, aspirant au pouvoir... On ne peut rien y changer. La nature humaine n'était pas ainsi mais 15 000 ans est une très longue durée. Lénine l'a bien dit : « L'histoire nous a saisis précocement ». Ce qui importe ici est d'être précis et objectif lorsqu'on pense à l'existence des sociétés et à ce qu'elles ont accompli, que ce soit Gengis Khan, l'Empire chinois, l'Empire ottoman ou les Abbassides. Sinon, on ne peut s'empêcher de regarder le monde, la société dans laquelle on vit avec des opinions et des jugements de valeur qui soient des stéréotypes de notre monde actuel. Ceci nous entraîne à faire la faute d'interpréter le monde avec des critères d'aujourd'hui.

Que faut-il faire pour interpréter les différentes périodes de l'histoire humaine en comprenant les processus et ainsi évaluer les événements ?

Il y a un seul moyen : étudier honnêtement pendant 20 ans. C'est-à-dire sans se placer sous l'influence de qui que ce soit, sans devenir le porte-parole d'un parti, d'un groupe, d'une idéologie. Il faut d'abord lire les textes sacrés, déterminer les ressemblances et les différences. On ne peut parvenir à avoir une opinion de sa propre histoire sans avoir lu Homère, les Mille et Une Nuits, Shakespeare.

Lire permet de prendre part dans l'ensemble de l'histoire. C'est ainsi que l'on aperçoit que n'importe quelle croyance qui paraît être fondamentale aujourd'hui n'existait pas en fait autrefois. Par exemple, l'homme et la femme sont jaloux l'un de l'autre mais ils ne l'ont pas toujours été. Ils ont bien réussi à vivre ainsi pendant 5 000 ans. L'homme est un vivant qui se crée. Selon Freud, les instincts aussi ont une histoire, mais pas les animaux ni les plantes. L'être humain change ses instincts naturels en se constituant sa propre histoire. Ainsi le désir sexuel de l'homme change de forme. Notre motif de défense s'est modifié aussi : on n'est pas menacé de se trouver face à face sur le chemin avec un animal sauvage, alors qu'une tuile peut nous tomber sur la tête. L'homme d'aujourd'hui possède un nouvel instinct ; on s'inquiète en consommant des légumes et des fruits car on ne sait pas ce qu'il y a dedans, s'ils sont déformés par

des hormones. Cette peur va peut-être avec le temps nous éloigner des légumes et l'homme va se nourrir avec des tablettes. On parle de l'humanité. L'humanité d'aujourd'hui est une humanité de Bush qui ne vaut rien du tout. Moi, j'ai mes périodes avec Homère, Cervantès.

L'histoire suit un graphique oscillatoire : si l'on est en descente aujourd'hui, y aura-t-il une remontée ?

C'est le problème majeur de nos jours ; c'est-à-dire le fait que l'homme peut faire tout ce qu'il veut à un autre ; tout comme la nature, il s'agit de chosifier. Au sein d'une société hiérarchique, chacun est l'esclave de son supérieur. Toute la vie quotidienne est ainsi : maître-esclave, chasseur-chassé. Chacun est à la fois la proie de celui situé au-dessus de lui et le chasseur de celui qui est au-dessous. Ce système créé à la fois par la nature et par l'être humain anéantit à la fois la nature et l'homme. Ceci est valable pour le spécialiste du cancer, le scientifique, le soldat, Bush, pour tous.

On dit que face à toute situation désespérée, l'humanité trouve toujours un moyen de s'en sortir, mais il faut dire que la destruction de la nature et de l'homme par le système diminue aussi cet optimisme. J'essaie de croire qu'il y a une sortie car sans croire, on est déjà mort... Cependant, moi aussi je sens que la sortie est de plus en plus difficile à trouver.

Quelle est la situation pour les jeunes bâtisseurs du futur ?

Qui sont Stefan Zweig, Theodor Adorno ? Ce sont des gens éduqués dans un environnement de bonne musique, de belle architecture et de bonne géographie. Or, le monde d'aujourd'hui est très égoïste : on possède tout, mais il n'y a pas de bonne musique. Où est Tchaïkovski ? On l'a perdu et la bonne musique s'est finie avec Mahler. Le théâtre, l'opéra, ils ont fini avec les opérettes et les revues. Comment s'est terminée la Renaissance ? Une fois devenue classe dirigeante, la bourgeoisie a supprimé la pensée alors que la pensée permet de voir un problème en même temps sous cinq, dix angles différents. Avec la suppression de la pensée, est apparue une mentalité de conception fonctionnelle et ce fut la fin de la Renaissance. À la suite d'une série de changements comme celui-ci, il convient aujourd'hui au système de se doter d'informations condensées dans un espace restreint. Et quand le système n'en a pas besoin, « pourquoi connaître Tchaïkovski ou le baroque ? » disent-ils et ils ont raison. Ils vivent à Istanbul ; s'ils regardaient la mosquée de Soliman le Magnifique, la petite mosquée, les ornements d'une tombe, ils verraient plein de choses mais ils ne les voient pas.

Les narcotiques désorganisent la tête humaine et ils sont aujourd'hui bien trop répandus. L'homme d'aujourd'hui n'a même plus besoin de tête. Le système d'éducation change tout comme la musique. Aujourd'hui il existe des claviers, c'est le système qui le demande. Le premier changement du système d'éducation dans les années 67-68 s'est fait aux Etats-Unis où l'on a décidé qu'il n'y avait pas tellement besoin des sciences sociales et où l'on a donc diminué les heures de cours. Ce n'est pas une chose faite subjectivement, parce que, dans le système d'aujourd'hui, on n'a pas besoin de connaître Sophocle ou Shakespeare mais il le fallait autrefois car celui qui savait Sophocle était nommé gouverneur de Grande-Bretagne à la Jamaïque. Et qui est-ce qui nomme aujourd'hui Bush comme gouverneur ? Certainement pas celui qui lit Sophocle.

*Propos recueillis par
Bilge Demirkazan*

Y a-t-il un autre Zidane ?



*Kemal Belgin

Le football français a sans doute obtenu les meilleurs résultats du système typique de défense de champ à quatre avec un libero antérieur depuis que le Brésil l'a introduit lors de la Coupe du Monde de 1994, lui

apportant le titre de champion 24 ans plus tard. Parmi ses résultats les plus marquants, citons le titre de champion du Monde en 1998 et le titre de champion d'Europe en 2000.

Je reviens donc à nouveau sur la technique footballistique : le football français a vécu une période de crise après avoir remporté le championnat d'Europe en 1984 et avoir fini troisième de la Coupe du Monde en 1986, car ses joueurs principaux, comme Platini, Giresse, Lacombe, Tigana, Bossis, Didier Six ou encore Fernandez avaient mis fin à leurs carrières de joueurs. Durant la période de restructuration, les Bleus ayant perdu chez eux – même contre la Bulgarie et Israël – ont souffert de ne plus participer aux grandes compétitions. Plus tard, grâce à de patientes recherches, une nouvelle génération est apparue. Cette nouvelle génération a réussi, avec le leadership de Zidane, à obtenir de grandes victoires, celles que l'on a mentionnées plus haut, même si ce ne fut pas toujours facile. L'équipe nationale de France, entièrement renouvelée, est ainsi devenue une équipe de nouvelle génération avec des succès jamais vus dans l'histoire du football, d'autant qu'il était possible de construire une sélection de quatre équipes nationales de 11 joueurs.

On avait trouvé pour les quatre de la défense huit joueurs, pour le milieu environ dix joueurs et pour l'attaque sept à huit joueurs, tous excellents. Parmi eux Zidane, Henry, Trézéguet, Petit, Dechamps, Barthez, Thuram, Desailly, Vieira, Lizarazu furent les plus illustres. La France a ensuite perdu en finale de la Coupe du Monde en 2006 contre l'Italie, tout simplement du fait qu'une grande partie de cette excellente génération était retraitée et que de nouveaux joueurs entraient lentement dans le cadre.

Le football français commence à vivre une phase d'interruption, puisqu'il est impossible aujourd'hui de remplacer une vedette comme Zidane et qu'il va falloir du temps pour que les nouveaux atteignent le niveau de performance des anciens. Pour constituer une structure homogène, il va falloir procéder à de nombreux essais et réglages. Le sélectionneur national, Raymond Domenech, parvient à découvrir des joueurs comme à la période de Zidane mais, pour construire toute une équipe, il lui faut du temps. Les problèmes, déjà visibles aux sélections pour le Mondial 2006, se confirment lors des matches de sélection pour le Championnat d'Europe de 2008.

S'il fallait récapituler, on ne devient pas aussi facilement le meilleur et, surtout, il n'est pas facile de le rester... Formons l'espoir que le monde du football rencontre des joueurs aussi talentueux que Zidane !

** Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara*

Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche.
QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre.

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yayı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

La femme turque

La République turque a reconnu aux femmes de nombreux droits fondamentaux. Pourquoi, malgré des avancées révolutionnaires, le pays souffre-t-il encore d'un déficit d'image à ce sujet ? Qu'est-ce qui caractérise la condition sociale de la femme dans la société turque ? Nous avons rencontré la professeure Beril Dedeoğlu. Spécialiste des relations internationales, elle a accepté de nous parler simplement en tant que femme turque.

C'est dans la salle des professeurs de l'Université de Galatasaray, avec une magnifique vue sur le Bosphore, que Beril Dedeoğlu nous parle des femmes turques. « Il n'est pas facile de définir la condition des femmes dans notre pays, car il existe une grande disparité entre des régions mais également dans les modes de vie. Ainsi, dans les grandes villes, où elles sont de plus en plus nombreuses à travailler et à gagner leur vie, elles ont pu obtenir un véritable statut. Il faut souligner que les droits des femmes existent au niveau juridique mais que leur application fait encore défaut dans la vie quotidienne. Par contre, dans les petites villes et les villages où les familles vivent encore de la terre, le statut de la femme n'est pas comparable avec celui des femmes vivant dans les grandes villes. Car dans ces milieux ruraux, par ailleurs très pauvres, ce sont encore des relations féodales qui sont en vigueur. On trouve alors une discrimination traditionnelle à l'égard de la femme qu'on peut qualifier de hiérarchie familiale, établie de la manière suivante : il y a d'abord le père, ensuite la mère, puis le fils et enfin la fille. Il s'agit là d'une discrimination verticale découlant des liens familiaux. Sont-elles pour ou contre cette hiérarchie ? On ne le sait pas, en tout cas elle n'est ni contestée ni remise en cause par ces femmes. C'est un mode de vie traditionnel, on dit souvent aux enfants : tu dois écouter ton père et non ta mère. Mais

la discrimination à l'égard de la femme ne se résume pas uniquement aux traditions, on la retrouve également dans les publicités, les films, bref partout... La société met très souvent la femme dans une position d'infériorité par rapport aux hommes. »

Dans le domaine professionnel, pour Beril Dedeoğlu, les femmes turques ne subissent pas de discrimination flagrante quant au salaire ou à l'embauche. En revanche, plus on monte dans la hiérarchie sociale, moins on trouve de femmes dirigeantes. Ceci, d'après Mme Dedeoğlu n'est pas lié directement à la discrimination mais plutôt au manque de volonté des femmes de vouloir sacrifier leur vie familiale à leur travail. Elle souligne alors l'urgence et la nécessité d'éduquer et d'instruire les filles. Elle invoque une campagne publicitaire incitant à la scolarisation des filles intitulée : « Allez, les filles, à l'école ! » Car dans les campagnes, les familles utilisent souvent leurs enfants comme main-d'œuvre et n'en laissent qu'un poursuivre des études, le plus souvent un des garçons. Pour Mme Dedeoğlu, « tant que les filles continueront à travailler dans les champs, elles ne pourront jamais évoluer ni se débarrasser de cette discrimination traditionnelle familiale. La clé de l'évolution réside dans l'éducation des petites filles, car rien dans la société turque n'empêche les femmes de travailler. » Ainsi, pour Mme Dedeoğlu, les conditions économiques défavorables, la mentalité féodale ainsi que la pauvreté sont à l'origine des discriminations à l'égard des femmes en Turquie.

À la question « Est-ce que la religion est un facteur qui empêche l'évolution de la femme turque ? » la réponse de Mme Dedeoğlu est négative. Elle précise d'ailleurs que les Européens font souvent la confusion entre ces deux facteurs et que, pour elle, ce sont plutôt les traditions et le conservatisme des Turcs qui empêchent les femmes d'évoluer et non pas la religion. D'après Beril Dedeoğlu, la population très traditionaliste chez laquelle on voit encore des crimes « d'honneur » et de sang est en minorité, étant d'ailleurs très critiquée ces derniers temps par l'opinion publique. La génération de femmes turques qui n'ont pas eu d'indépendance économique s'efforce

Les conditions économiques défavorables, la mentalité féodale ainsi que la pauvreté sont à l'origine des discriminations à l'égard des femmes en Turquie.

aujourd'hui d'une part de diminuer la pression paternelle sur ses filles et, d'autre part, de les encourager à obtenir leur indépendance économique. Dans ce sens, on peut dire qu'elles font preuve d'une grande ouverture d'esprit. Ici, Beril Dedeoğlu souligne un paradoxe, car ces mêmes femmes éduquent aussi leurs fils. Ainsi, elles diront à leur fils : « tu dois faire comme ton père » mais elles interdiront à leur fille de se marier avec un homme comme leur père.

Toujours d'après prof. Dedeoğlu, de nombreuses associations de femmes et des fondations tentent d'informer et d'aider les femmes, mais sans grand succès car ces organisations sont très politisées, ce qui conduit les femmes turques à s'en méfier. En effet, d'après son éducation, la femme turque préférera être du côté de sa famille que de celui des politiciens qui ne cherchent qu'à avoir son vote. De plus, en Turquie contrairement à la situation en Occident, la femme turque ne se reconnaît pas dans les femmes dirigeantes de société ou responsables politiques et ne leur fait pas confiance. Pour prof. Dedeoğlu,

si les conditions économiques évoluent positivement en Turquie, le reste suivra, et notamment la situation de la femme. À la question : « Comment peut-on définir la femme turque ? » Beril Dedeoğlu répond : La femme turque est d'abord une mère. Alors qu'une Française est d'abord une femme, un individu, la femme turque est de façon générale surtout une mère. Est-ce que c'est mauvais ? Je ne le pense pas. En fait, cette situation est un avantage pour la société turque car les liens familiaux sont très importants, ce sont des liens humains mais aussi des facteurs de socialisation. Une femme peut, d'une façon ou d'une autre, changer de mari mais le lien avec ses enfants est indestructible. Ainsi, on entend souvent demander : « Combien astu d'enfants ? » et non : « Est-ce que tu as des enfants ? » Car il est tellement normal d'avoir des enfants que la seule question qui se pose est celle de leur nombre. Et les femmes répondent tout de suite sans même se demander si elles sont obligées d'avoir des enfants.

À la question « depuis 5 ans, la Turquie a un gouvernement pro-islamiste ; est-ce que cela a eu des conséquences sur la vie quotidienne

des femmes ? » prof. Dedeoğlu répond oui, car auparavant, le pouvoir choisissait toujours des femmes d'élite et bien formées – donc une minorité – tandis que le gouvernement actuel donne plus de place à des femmes issues des milieux populaires. Il y a donc plus de femmes qui travaillent et qui entrent dans la vie active. C'est paradoxal mais c'est comme ça, car il n'y a pas beaucoup de femmes bien formées chez nous.

Et à la question : « Comment peut-on remédier à cela ? » sa réponse est : « Je dirai qu'il faut commencer par favoriser le développement dans toutes les régions pauvres du pays. Et en cela l'adhésion à l'UE est une solution idéale qui permettrait de faire disparaître la très forte disparité entre les différentes parties du pays grâce à une harmonisation qui tirera vers le haut le standard et les niveaux de vie. » Pour prof. Dedeoğlu, le problème en Turquie n'est pas l'absence des droits des femmes, car ils existent depuis 40 ans, mais le fait est que leur application dans la pratique n'a pas réussi car les conditions de sous-développement du pays ont contribué à la mise à l'écart des femmes au profit des hommes. Notre histoire et nos traditions sont à l'origine de l'idée qu'il faut privilégier l'homme car c'est lui qui travaille alors que la femme reste à la maison. Cette politique n'est plus défendable et les responsables politiques savent parfaitement que la Turquie ne pourra évoluer qu'en ayant procédé auparavant à une meilleure éducation des femmes. Pour finir, Beril Dedeoğlu revient sur les caractéristiques des femmes turques et récapitule : Elles sont travailleuses, intelligentes, débrouillardes et responsables. Elle ajoute que la sexualité passe au second plan. Ainsi, derrière l'image de la femme orientale sensuelle, se cache une femme, une mère, très réaliste, terre à terre et, avant tout, responsable. Vivant au quotidien la réalité de sa condition de femme, elle accorde peu de confiance à la politique, ses modèles étant alors des écrivains, des penseurs et des artistes.

Propos recueillis par Mireille Sadège



Beril Dedeoğlu



Quand Washington s'adapte aux États voyous



*Barthélémy Courmont

Dans un environnement post-guerre froide, les États-Unis se sont retrouvés orphelins d'un adversaire à leur taille. Après une période euphorique qualifiée de « fin de l'histoire » ou de « moment multipolaire », consécutivement à la guerre du Golfe et la consécration de ce que George Bush qualifia de « nouvel ordre mondial », Washington se mit progressivement en quête d'un ennemi susceptible de combler le vide laissé par la disparition de l'Union soviétique. C'est ainsi que, faisant face à un nombre relativement limité d'États aux moyens eux-mêmes limités s'est développé le concept d'États voyous. Ce concept a considérablement évolué en fonction des différentes administrations au pouvoir à la Maison-Blanche, des influences du Congrès ou de groupes de réflexion, et

a même revêtu plusieurs appellations qui, si elles s'adressent à peu de chose près aux mêmes États, confirment des glissements dans l'attitude à adopter à leur égard. Ainsi, on vit se succéder des qualificatifs tels que États voyous (*rogue states*), États préoccupants (*states of concern*), États en faillite (*failed states*) ou encore axe du Mal (*axis of evil*), ce dernier, énoncé à l'occasion du discours sur l'état de l'Union par George W. Bush le 20 janvier 2002 étant indiscutablement le plus radical. Cette appellation, dont les conséquences les plus importantes furent la campagne militaire en Irak, la crise nucléaire nord-coréenne et, plus récemment, les problèmes rencontrés dans le domaine nucléaire en Iran, avait pour objet de définir une politique pouvant s'appliquer à l'ensemble des régimes jugés hostiles à Washington. Les États voyous se voyaient ainsi regroupés derrière des éléments fédérateurs, comme la prolifération d'armes de destruction massive, le soutien plus ou moins marqué au

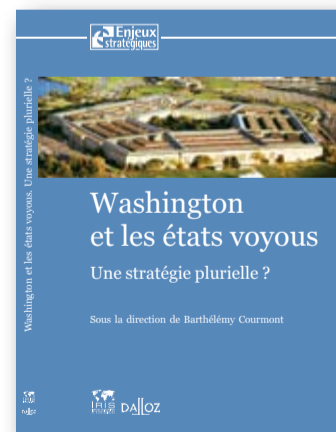
terrorisme international, l'absence de démocratie, et l'animosité affichée de leur régime à l'égard des États-Unis.

La politique américaine à l'égard des États voyous se heurte toutefois à de multiples contraintes, notamment relatives aux spécificités des régimes considérés comme hostiles à Washington. Dès lors, les théories nées dans les cercles d'influence aux États-Unis doivent s'adapter aux différentes réalités rencontrées dans leur application, et c'est ainsi qu'une « *two tracks policy* », selon les termes de Condoleezza Rice, en d'autres termes une stratégie plurielle, s'impose. Ces réalités dans la relation entre la première puissance mondiale et des États qui sont, dans leur ensemble, très faibles, contredisent la théorie et rappellent aux dirigeants américains que le principe même d'une politique définie en vase clos ne peut que très difficilement s'appliquer à des acteurs aux dynamiques, intérêts, ressources et particularismes très différents. En d'autres termes, s'il est légitime

de voir Washington se pencher sur sa relation avec des États considérés comme problématiques à divers titres, il est en revanche erroné de croire que cette relation peut être théorisée. Plus encore qu'avec ses partenaires, la relation qu'entretient Washington avec ses adversaires se voit ainsi imprégnée d'un nécessaire pragmatisme, que nous qualifierons de « stratégie plurielle », s'adaptant aux circonstances.

*Barthélémy Courmont

Responsable du Bureau de l'IRIS à Taiwan.



École primaire Küçük Prens



Président Tunç Uluğ

La Fondation éducative du Lycée Saint-Joseph a été créée le 29 décembre 1992. Son premier objectif était d'aider les élèves du Lycée Saint-Joseph en fonction des fonds disponibles.

Avec l'application de la « Loi des 8 ans », la Fondation prit de nouvelles missions. Elle anima notamment le débat sur l'avenir des écoles étrangères et la façon d'enseigner les langues étrangères. En 1998, la Fondation a créé son école maternelle et, en 1999, son école primaire. Le Conseil d'administration actuel est formé de 7 anciens diplômés du Lycée Saint-Joseph et le président de la Fondation, monsieur Tunç Uluğ, est également un ancien diplômé du Lycée Saint-Joseph.

D'où vient le nom de l'école ?

Nos écoles Küçük Prens, créées par la Fondation éducative du Lycée Saint-Joseph, ont ainsi été appelées par le frère Raymond Caporal, fondateur et membre d'honneur de la Fondation éducative du Lycée Saint-Joseph, ancien directeur du Lycée Saint-Joseph et représentant des écoles lassalliennes en Turquie. Frère Caporal s'est inspiré de la philosophie de l'histoire du « Petit Prince » (Küçük Prens) de Saint-Exupéry : observer et juger le monde des adultes avec un regard d'enfant.

Notre objectif

Former des jeunes ouverts au monde, épanouis qui s'interrogent et interrogent le monde avec un esprit critique pour mieux le comprendre, des jeunes libres dont la Turquie moderne a besoin. Notre établissement a l'ambition de devenir le meilleur établissement éducatif et de porter notre passé prestigieux vers l'avenir. Notre objectif est d'éduquer des jeunes qui contribueront au développement de l'humanité, ouverts aux changements, aux progrès et aux nouveautés, créatifs, ayant un sens critique, formés pour réussir et se réaliser pleinement, respectueux des droits de l'homme, maîtrisant deux langues occidentales. Pour transmettre ce passé glorieux et entretenir cette tradition éducative, la Fondation a bâti son nouveau campus à Kartal Samandıra, (8 000 m² de bâtiments et 2 000 m² d'aires de sport) sur une surface de 27 000 m². Aujourd'hui, de l'école maternelle à la classe primaire de huitième, nous suivons

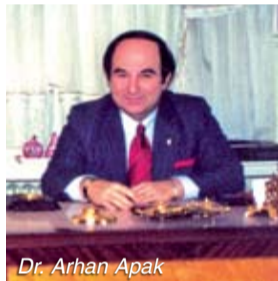
un programme interdisciplinaire renforcé par des activités plaçant les besoins et les intérêts des élèves au centre du projet éducatif. Dans un milieu scolaire actif qui soutient personnellement ses élèves et où la réussite des objectifs est contrôlée, nous poursuivons notre marche en avant dans ce processus de longue durée.

Notre mission

Depuis l'école maternelle qui constitue les bases de l'éducation jusqu'à la fin du collège, un programme a été spécialement préparé en fonction des intérêts, des objectifs et des besoins des élèves. Celui-ci prend également en compte les différentes visions de chacun. Dans tous les cas, nous devons éduquer les enfants en prenant en compte les points essentiels suivants : L'assimilation de la pensée d'Atatürk, de la laïcité et de la démocratie, ainsi que : Le respect des droits de l'homme et des différences. Le respect des règles de la langue maternelle (le turc). Le bon usage à l'écrit et à l'oral de deux langues occidentales (français-anglais) L'ouverture au changement, à l'évolution et à la nouveauté. La créativité, la productivité, le dynamisme et l'esprit d'initiative. Le sens des responsabilités. Une vision ouverte et interculturelle.

Notre objectif éducatif

À l'école maternelle, nos professeurs turcs et français consacrent une demi-journée au français. Dans les cours de français, l'élève est au centre de l'apprentissage, la créativité est valorisée afin de conserver le plus grand intérêt de l'élève pour la matière. L'audio-visuel est quotidiennement utilisé. Le français est présenté sous une forme ludique, par des chansons, des jeux, des activités de classe. Le programme de français est établi d'après celui des professeurs titulaires des premières classes de l'école primaire. À la maternelle, les cours comprennent : le graphisme, les mathématiques, la lecture ; l'année dernière, afin de renforcer ces matières, des travaux informatiques ont été ajoutés. Les cours de musique, de dessin, d'éducation physique et d'improvisation théâtrale sont uniquement dispensés en français. À l'école primaire, les activités créatives sont suivies en parallèle aux cours académiques et elles ont pour objectif de faire utiliser le français aux élèves dans des situations de communication authentiques. Pendant ces activités, les élèves s'expriment, créent, réalisent des projets en français. Dans les classes, les



Dr. Arhan Apak

cours ont pour objectif d'approfondir la compréhension orale et écrite, l'expression orale et écrite. L'acquisition approfondie de la grammaire et du vocabulaire est incluse dans ces quatre compétences.

Les cours de français sont dédoublés en classe de 6e, 7e et 8e. Dans ces cours, on peut trouver le laboratoire de langue, le programme interactif « Tell me more » et « l'espace francophone » qui propose plusieurs supports visuels et auditifs. De plus, les clubs, l'aide aux devoirs et le soutien personnalisé, la préparation des panneaux et des projets, les devoirs de week-end, les activités communes avec le Lycée Saint-Joseph et l'Institut français ainsi que les programmes communs enrichissent le programme d'apprentissage du français. À la fin de cette année, nos élèves de la classe de 8e passeront l'examen du DELF afin de pouvoir évaluer leur niveau dans les normes européennes. L'un des objectifs de notre école est de concilier chez l'enfant le plaisir et le travail. Les clubs de cuisine, de théâtre, de travaux manuels et de jeux de société, de maquettisme... tous ces clubs réalisent leurs activités en français et leur objectif est de développer la créativité des enfants. Depuis cinq ans, notre école primaire a obtenu une réussite de 100 % à l'OKS (examen d'entrée dans le secondaire). Par des examens réguliers, nous évaluons le niveau des élèves et, suivant l'idée qu'en dépit des différences de vitesse et de capacité d'apprentissage, si les conditions de travail sont bonnes, tout le monde peut apprendre, nous accordons un soutien personnalisé aux élèves en difficulté. Le pourcentage d'élèves intégrant des lycées francophones à l'issue de leur scolarité dans nos établissements est élevé. Dans nos écoles, l'apprentissage d'une deuxième langue, l'anglais, commence en classe de 4e avec des cours multimédias et un programme intensif. Notre objectif est d'être une école qui enseigne les deux langues à l'écrit et à l'oral. À ce titre, avec les examens de Cambridge de réputation internationale, nous souhaitons mieux évaluer le niveau de nos élèves. Partant de l'idée qu'il existe une continuité entre les écoles maternelle et primaire dans l'acquisition des capacités phonologiques visuelles et auditives de l'enfant, nous avons commencé à mettre en place les activités de lecture et d'alphabétisation. Notre objectif est de mieux préparer les élèves au passage à l'école primaire et de rendre les trois premières années du primaire beaucoup plus efficaces.

Notre école travaille en étroite collaboration avec le Lycée Saint-Joseph. En effet, notre coordinatrice participe aux concertations. Nos élèves et ceux de Saint-Joseph ont de nombreux projets communs.

Notre école travaille en étroite collaboration avec le Lycée Saint-Joseph.

En effet, notre coordinatrice participe aux concertations. Nos élèves et ceux de Saint-Joseph ont de nombreux projets communs.



Les élèves de Küçük Prens peuvent profiter de la médiathèque du lycée Saint-Joseph. D'autre part, nos élèves participent aux différents concours et jeux organisés par le Lycée Saint-Joseph et remportent de nombreux prix. Afin que nos élèves pratiquent la langue française, nous travaillons en collaboration avec le centre culturel, leur permettant ainsi de participer à divers spectacles et activités. Dans un autre contexte, notre objectif est aussi de permettre à nos élèves de consolider leurs connaissances pas l'intermédiaire de supports audiovisuels tels que DVD, vidéo, musique. Une salle spécialement équipée est à leur disposition pour cet usage. Un espace médiathèque comprenant livres, cassettes, ordinateurs, revues, ainsi qu'une salle de sport et une salle de théâtre et de cinéma sont à la disposition de nos élèves. Nous avons fixé comme objectifs un apprentissage et un suivi d'apprentissage, qui s'appuient sur des analyses et des évaluations objectives et régulières. Nous transmettons aux enseignants le bilan des résultats des élèves. En fonction de ces résultats, nous revoyons nos objectifs et nous développons un programme éducatif adapté aux besoins recensés. Les activités proposées par ce programme visent à combler les lacunes des élèves, à planifier une



progression dans leur parcours d'apprentissage, à corriger rapidement les erreurs, à déterminer et à surmonter les obstacles à l'apprentissage qui pourraient provenir de notre système ou d'un milieu éducatif, du contenu des cours

ou encore d'autres facteurs. Le conseiller d'orientation place l'élève au centre de ses préoccupations en tenant compte des différents aspects de l'éducation et de la psychologie de l'enfant. Durant cette période, l'élève apprend à mieux se connaître et se comporter dans son environnement socioculturel. Dans un milieu où l'amour, la justice, la solidarité et le respect sont souverains, notre plus grande récompense est de voir avancer nos élèves avec confiance.

Nos équipes

Nos établissements comptent 28 enseignants à l'école maternelle dont 7 professeurs de français, 78 enseignants à l'école primaire dont 21 professeurs de français, ainsi que 20 salariés pour l'encadrement. Les services d'alimentation et de transport sont assurés par des compagnies connues et expertes dans leur domaine.

* Dr. Arhan Apak

Secrétaire général de la Fondation éducative du Lycée Saint-Joseph Membre du Conseil d'administration chargé de l'éducation



Le programme Comenius

Nos écoles participent également au programme Comenius. Ce dernier est une branche des activités Socrates, qui a pour but de développer la qualité de l'éducation en accentuant le dialogue entre les différentes cultures en Europe. C'est dans ce cadre que le thème du projet a été choisi et que les travaux ont commencé avec les autres participants : France, Roumanie, Lettonie et Pologne. Ce projet Comenius est basé sur la lecture et l'imaginaire des contes, en utilisant le français comme langue de travail. Il s'appuie aussi sur les échanges, la mutualisation et la mise en valeur du travail commun grâce à une évaluation régulière et à des réalisations finales telles qu'albums, CD-Rom, sites web, expositions, création



et réalisation de marionnettes. Grâce à ce projet, nos élèves exercent leur imagination et leur créativité. La coopération avec des élèves étrangers développe la tolérance, l'acceptation des autres et l'ouverture sur autrui. La directrice de notre école a participé à une réunion en Belgique, dans le cadre du programme « Arion » qui est basé sur la visite de classes et d'établissements francophones.



TGV : l'excellence française dans le secteur ferroviaire



*Mireille Sadège

Le 3 avril, un nouveau record de vitesse sur rail vient d'être établi par le TGV, l'un des fleurons de l'industrie française. Avec 574,8 km/h, la grande vitesse ferroviaire devient vertigineuse, le TGV français ayant pulvérisé son propre record du monde de 515,3 km/h établi en mai 1990. Ce succès est le résultat d'une collaboration réussie entre trois partenaires : la SNCF, Alstom et Réseau ferré de France. Cette opération représente à la fois une performance technologique et une réussite commerciale pour la France, puisqu'elle a pour objectifs d'une part de rappeler à quel point la France maîtrise et se situe à la pointe de la technologie dans le secteur ferroviaire et d'autre part de consolider la place de la France sur le mar-

ché mondial des trains à grande vitesse face à des concurrents de taille comme l'Allemand Siemens. De plus, ce nouveau record sert également la SNCF et Alstom qui cherchent à impressionner favorablement les clients potentiels un peu partout dans le monde comme l'Argentine, l'Italie et – pourquoi pas – la Turquie. L'objectif de 150 mètres par seconde ou 540 km/h a été à l'origine de l'appellation de la rame « V 150 ». Ce train high-tech est doté de roues surdimensionnées d'un diamètre de 1092 mm au lieu des 920 mm habituels, de moteurs développant 19,6 mégawatts soit 25 000 chevaux et il roule sur une voie spécialement aménagée où l'alimentation électrique est de 31 000 volts contre 27 500 habituellement. Ce record du monde a nécessité la mobilisation de 300 ingénieurs



et les travaux ont été orchestrés par Réseau ferré de France, qui gère les infrastructures ferroviaires, et a requis le travail de 4 000 personnes. Le projet a coûté 4 milliards d'euros, avec des participations s'élevant à 40 % pour l'État, 17 % pour les collectivités locales, 23 % pour Réseau ferré de France, 8 % pour l'UE et 6 % pour le Luxembourg. Même si l'État français reste le principal financeur de ce projet, il n'est plus l'unique comme c'était le cas avant 1997 lorsque l'État (la SNCF) finançait seul les projets de ce genre. Mis en service pour la première fois en 1981 entre Paris et Lyon, le TGV ne cesse d'ouvrir de nouvelles perspectives. La grande vitesse sur rail, en bouleversant les notions de temps et de distance, a permis de redessiner une nouvelle géographie de la France des voyages. Rappelons que la France dispose aujourd'hui de 1 800 kilomètres de lignes ferroviaires à grande vitesse et d'un parc de plus de 400 rames de TGV, construites par Alstom, permettant à la SNCF d'assurer quotidiennement plus de 650 liaisons TGV sur l'ensemble du territoire national. Très peu d'entreprises dans le monde possèdent cette maîtrise de la très grande vitesse ferroviaire, un savoir-faire

(lire la suite page 12)



Un nouveau départ pour les relations franco-turques



*Olcay Büyüktas

Même si les relations entre la Turquie et la France, qui datent de l'Empire ottoman, ont traversé des périodes difficiles, elles se maintiennent depuis bien longtemps. La crise temporaire dans les relations politiques ou économiques n'a pas empêché les deux pays de continuer leurs bonnes relations. À la suite de l'adoption de projet de loi sanctionnant la négation de « génocide arménien » par le Parlement français il y a peu de temps, les réactions sévères des Turcs n'ont pas vraiment eu d'effet négatif à l'égard des firmes françaises, même si les compagnies françaises étaient boycottées ; ces boycotts, n'ayant pas eu d'effet important sur les affaires de ces compagnies basées en Turquie, n'ont cependant pas empêché le développement d'un sentiment d'antipathie à l'égard de la France et des Français. Face à cette situation il a fallu prendre des

initiatives pour renouer et relancer les relations entre les deux pays. Les milieux d'affaires en France et en Turquie ont décidé d'agir pour faire disparaître les problèmes résultant des événements politiques, surtout le problème arménien. Le président de l'Assemblée des Chambres françaises de Commerce et d'Industrie, Jean-François Bernardin, a annoncé que l'année 2009 serait en France « L'année de la Turquie » afin de mettre fin aux malentendus entre les mondes des affaires turc et français.

« Nous représentons 2 millions d'entreprises. L'amitié des Turcs et les facilités offertes par nos amis de l'Union turque des Chambres et des Bourses de commerce sont positives et nous essayons de trouver des solutions temporaires » a déclaré M. Bernardin lors de sa visite au président de l'Union turque des Chambres et des Bourses de commerce, Rifat Hisarcıklıoğlu. M. Bernardin a souligné durant les entretiens



l'importance du développement des relations économiques et la protection des intérêts des deux pays : « Nous devrions faire notre travail au lieu de tenir compte de ce que disent les hommes politiques. J'espère que les problèmes entre nos deux pays seront résolus et que leurs relations s'amélioreront » a-t-il dit. En soulignant le fait que la France et la Turquie sont deux pays accordant beaucoup d'importance à la fierté nationale, M. Bernardin a rappelé qu'il existe de grands malentendus dans le passé commun. Représentant des hommes d'affaires français, Jean-François Bernardin a affirmé que, depuis les dix dernières années, la France n'a pas pu connaître de près le passé de la Turquie. Selon lui, au lieu de se lancer des accusations pour se débarrasser de certains problèmes, les deux pays devraient faire un effort pour se comprendre.

(lire la suite page 10)

Pistaches

La Turquie est le troisième producteur de pistaches dans le monde après l'Iran et les États-Unis. La production totale, de 120 000 tonnes, provient essentiellement du sud est de l'Anatolie.



Accor en République turque de Chypre du Nord

Un investissement de 50 millions de dollars pour installer le premier hôtel international dans le Nord de Chypre. Le groupe Akfen a introduit le premier investisseur étran-



ger en RTNC, il s'agit du groupe français d'hôtellerie Accor. Akfen, ayant confié l'exploitation de ses investissements au groupe français Accor dans le cadre du projet des chaînes d'hôtel en Turquie, vient d'obtenir le droit d'exploitation de l'enseigne Accor sous forme de franchise en République turque de Chypre du Nord.



Le groupe agroalimentaire turc a décidé de donner un coup d'accélérateur à ses investissements aussi bien en Turquie qu'à l'étranger. Ainsi, les objectifs pour 2007 sont de 42 millions de dollars de nouveaux investissements, essentiellement dans le domaine des produits laitiers, 107 millions de dollars consacrés à la communication de la marque, 220 embauches et une augmentation de 50% des exportations.

La compagnie française subit les conséquences de la prise de position de la France sur le génocide arménien. Botas, l'entreprise publique d'énergie turque, a opposé son veto à la participation de GDF à la construction du gazoduc Nabucco.

Avec 31,8 millions d'abonnés, il devient le deuxième opérateur de téléphonie mobile en Europe devant l'Allemand T-Mobile et Vodafone. Son CA est de 4,7 milliard de dollars et son bénéfice net de 875 millions de dollars.



Exonération des droits de douane

Pour inciter les leaders mondiaux de l'automobile à délocaliser la production de leurs nouveaux modèles vers la Turquie, le gouvernement les exonère de droits de douane sur les pièces détachées.

Le secteur des boissons alcoolisées en Turquie



L'année 2006 a été, avec l'augmentation du nombre d'acteurs et de variétés de produits sur le marché du raki, les nouveaux produits que les producteurs de vin avaient mis sur le marché les uns après les autres et la

(lire la suite page 10)